

Le commerce international, européen et français des produits laitiers : évolutions tendanciennes et dynamiques concurrentielles

V. CHATELLIER

INRA, LERECO, 44316, Nantes, France

Courriel : vincent.chatellier@inra.fr

Derrière la crise qui fragilise le secteur laitier en 2015-2016, en raison d'une conjonction de plusieurs facteurs (surproduction européenne de lait, embargo russe, recul des importations chinoises), les acteurs du secteur laitier peuvent-ils entrevoir quelques raisons d'espérer en un avenir plus favorable pour les marchés internationaux ?

La crise qui fragilise le secteur laitier en 2015-2016, et qui se manifeste par une baisse sévère des prix à la production, au demeurant plus intense en Nouvelle-Zélande que dans l'Union Européenne (EU) ou aux États-Unis (Perrot *et al* 2016), invite à une meilleure compréhension des facteurs associés (FAO 2015, USDA 2015). Outre l'augmentation rapide de la production laitière européenne dans un contexte où les quotas laitiers ont été supprimés en avril 2015, il est souvent fait référence, pour expliquer la période difficile traversée, à la contraction des échanges internationaux de produits laitiers. La baisse des importations chinoises de poudres de lait entier, l'embargo russe appliqué aux produits laitiers européens et la baisse des achats dans certains pays pétroliers fragilisés par la chute du prix du baril sont autant de facteurs qui se croisent, dans un contexte où la production laitière mondiale poursuit sa croissance. En France, où la demande intérieure de produits laitiers est légèrement décroissante, du moins en équivalent lait, la question du positionnement des produits nationaux sur les marchés européens et internationaux est d'autant plus sérieuse qu'elle conditionne directement le potentiel productif intérieur.

En utilisant deux bases de données statistiques issues des services des douanes (« *Comtrade* » pour les flux internationaux et « *Comext* » pour les échanges européens), l'objectif est ici de présenter une analyse portant sur l'évolution du commerce international, européen et français des produits laitiers au cours des quinze dernières années (2000 à 2015). L'analyse distingue les exporta-

tions, les importations et le solde commercial en produits laitiers, avec des niveaux plus ou moins fins de désagrégation des produits selon les possibilités offertes par les nomenclatures douanières. Les échanges sont exprimés en Équivalent-lait (quantité de lait mobilisée en amont des produits finis commercialisés), en volume (quantité physique de chaque produit) ou en valeur (en euros courants sur la période, après application des taux de change). Trois parties sont distinguées :

- *La première partie* porte sur le commerce international des produits laitiers. Dans une première section, transversale, l'objectif est de mettre en évidence les principaux acteurs mondiaux du marché laitier en termes de production, d'exportation et d'importation. La seconde section traite des échanges mondiaux pour quatre produits laitiers phares, à savoir les fromages, les poudres de lait écrémé, les poudres de lait entier et le beurre. La troisième section présente la situation spécifique de la Nouvelle-Zélande, des États-Unis et de l'Australie, trois pays exportateurs et concurrents de l'UE. La quatrième section s'intéresse à la Russie et à la Chine, deux grands pays importateurs placés au cœur de nombreux débats sur les difficultés actuelles de la filière laitière.

- *La deuxième partie* porte sur l'évolution du commerce de l'UE et de ses États membres en produits laitiers. Après une présentation du commerce extra-communautaire de l'UE prise comme une seule entité géographique, une déclinaison est proposée pour les différents États membres, tout en veillant

à traiter des flux intra-communautaires. Une focalisation est alors proposée pour les principaux pays déficitaires et excédentaires.

- *La troisième partie* aborde le commerce de la France en produits laitiers. Sans revenir sur les éléments déjà présentés en amont, une attention particulière est portée aux pays partenaires de la France et aux types de produits qui sont à l'origine de l'amélioration de la balance commerciale sur longue période.

1 / Le commerce international de produits laitiers et ses principaux acteurs

Cette première partie discute des principaux acteurs à l'œuvre dans la production mondiale de lait et le commerce international des produits laitiers. Elle valorise, pour ce faire, les statistiques de la base de données « *Comtrade* » et fait référence aux prévisions formulées à horizon 2024 par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE).

1.1 / La localisation de l'offre laitière et les principaux flux entre zones géographiques

En 2015, la production laitière mondiale s'élève à 800 millions de tonnes. Elle résulte de différentes espèces animales : environ 85% du lait est issu des vaches, 11% des bufflonnes, 2% des

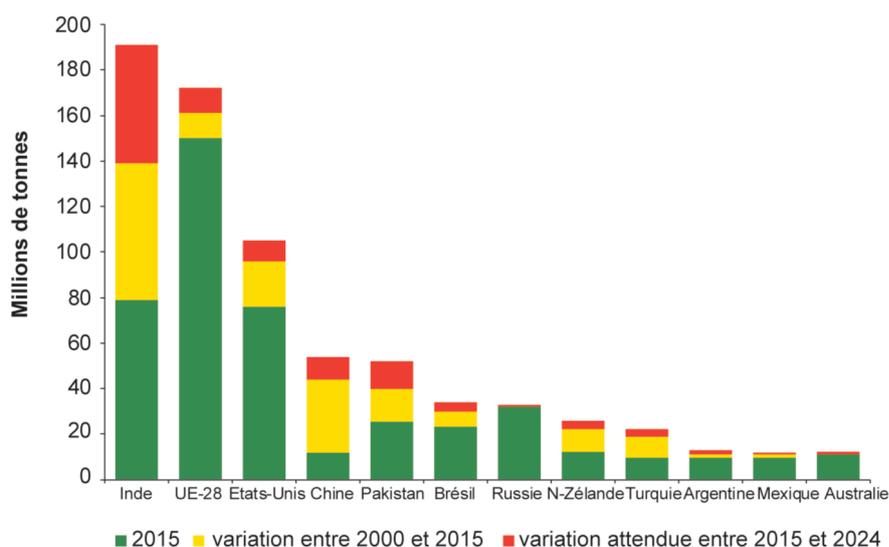
chèvres, 1% des brebis et 0,4% des chèvres. Le poids relatif de ces différentes espèces variant fortement selon les zones géographiques, il en résulte une diversité de combinaisons productives et une complexité des liens que le secteur dit « laitier » tisse avec le territoire. Si la proportion de lait non issu des bovins atteint près de 40% en Asie (où les bufflonnes occupent une place importante), 25% en Afrique (où les chèvres laitières sont souvent présentes), elle en représente moins de 3% au sein de l'Europe et elle est marginale en Amérique du Nord et en Océanie (Faye et Konuspayega 2012).

En 2015, les pays développés assurent la moitié de la production laitière mondiale (toutes espèces confondues). Si l'UE est un acteur important au niveau de la production (20,1% des volumes mondiaux), de même que les États-Unis (12,1%), d'autres pays particulièrement actifs au niveau des échanges internationaux sont des contributeurs finalement modestes à l'offre globale, dont surtout la Nouvelle-Zélande (2,7%), l'Argentine (1,4%) et l'Australie (1,2%).

La production laitière mondiale a augmenté de 214 millions de tonnes entre 2000 et 2015 soit une progression de 37% ou une moyenne annuelle de l'ordre de 2,4%. Les pays en développement y ont joué un rôle plus important (+ 164 millions de tonnes) que les pays développés (+ 50 millions de tonnes). Au cours de cette période, le taux de croissance de l'offre a été nettement plus important en Asie (281% au Vietnam, 265% en Chine, 74% en Inde, 56% au Pakistan) et en Afrique (85%) qu'en Amérique latine (27% au Brésil, 16% en Argentine), en Amérique du Nord (26% aux États-Unis et 7% au Canada) ou au sein de l'UE (7%). En Océanie, la production laitière a augmenté de manière conséquente en Nouvelle-Zélande (77%) en raison de ses performances exceptionnelles sur les marchés internationaux, mais elle a diminué en Australie (- 14%) pour des raisons d'ordre surtout climatique.

Malgré la croissance démographique mondiale intervenue entre 2000 et 2015 (+ 1,22 milliard d'habitants, soit + 16%), les disponibilités en lait par habitant et par an ont ainsi progressé de 95 kg en 2000 à 109 kg de lait en 2015. Au cours des quinze dernières années, la hausse de la consommation mondiale de produits laitiers a résulté pour environ la

Figure 1. La production de lait dans les principaux pays producteurs. (Millions de tonnes/an). (Source : OCDE-FAO).



moitié des pays asiatiques. Outre l'effet démographique, trois autres facteurs contribuent de manière déterminante à l'augmentation de la consommation dans ces pays (FAO 2013) : l'amélioration du revenu moyen des habitants ; l'urbanisation croissante qui favorise une certaine occidentalisation des modèles alimentaires ; le progrès technique qui simplifie la diffusion des produits laitiers (mode de conditionnement des produits finis, amélioration des circuits logistiques, respect plus généralisé de la chaîne du froid...).

D'après les estimations de la FAO et de l'OCDE, la production laitière mondiale pourrait augmenter de 17% entre 2015 et 2024, soit l'équivalent de 138 millions de tonnes (OCDE-FAO 2015). Cette croissance devrait résulter à 80% des pays en développement. L'Inde, actuellement deuxième producteur de lait derrière l'UE, devrait prochainement prendre la pole position avec une hausse de sa production de 52 millions de tonnes entre 2015 et 2024, soit un peu plus du tiers de la croissance mondiale. Cette hausse est cinq fois supérieure à celle prévue pour la Chine (10 millions de tonnes), pays qui resterait à terme le quatrième producteur, devant le Pakistan, le Brésil et la Russie, mais derrière l'Inde, l'UE et les États-Unis (figure 1).

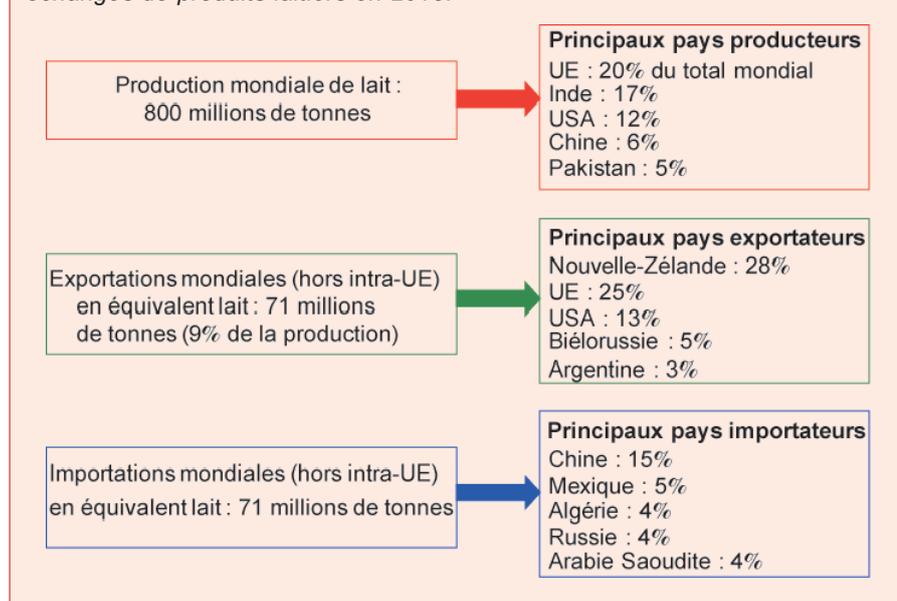
D'après les estimations de la FAO, le commerce mondial des produits laitiers, hors échanges intra-UE et toutes espèces confondues, porte sur 71 millions de

tonnes en équivalent lait (Teql) en 2015 (encadré 1). Ces estimations attribuent aux différentes catégories de produits laitiers identifiés par la nomenclature douanière un coefficient permettant de rendre compte de la quantité de lait utilisé en amont¹. Ainsi, les échanges de produits laitiers représentent environ 9% de la production laitière mondiale (International Dairy Federation 2015). Compte tenu du caractère périssable des produits laitiers frais (facteur qui limite les échanges) et d'une structuration d'une partie du marché autour de bassins régionaux, ce taux est plus faible que celui observé dans d'autres filières agroalimentaires telles les céréales, les viandes, le soja, etc.

En 2015, le marché mondial des produits laitiers est dominé à l'export par un nombre restreint de pays, dont surtout la Nouvelle-Zélande (28% des volumes mondiaux exportés), l'UE (25%) et les États-Unis (13%). Entre 2000 et 2015, la hausse des exportations tient surtout à la Nouvelle-Zélande (+ 12 millions de Teql) et, plus loin derrière, aux États-Unis (+ 7 millions de Teql) et à l'UE (+ 5,3 millions de Teql). En 2015, les principaux importateurs de produits laitiers sont la Chine (10,3 millions de Teql), le Mexique (3,2 millions de Teql), l'Algérie (3,1 millions de Teql), la Russie (2,9 millions de Teql) et l'Arabie Saoudite (2,8 millions de Teql).

Compte tenu des types de produits laitiers échangés et de leur valeur unitaire (prix à la tonne), la hiérarchie des pays

¹ Les coefficients de conversion des produits laitiers en équivalents lait permettent de remplacer une quantité donnée de produits laitiers par une quantité de lait équivalente. Leur principe revient à évaluer la quantité de lait ayant été nécessaire à la fabrication des produits considérés. Cette conversion, qui fait l'objet de débats méthodologiques (Meyer et Duteurtre 1998), permet d'estimer et de comparer les quantités de produits disponibles ou consommés à l'échelle d'un marché donné (national, européen, mondial). Pour cela, les coefficients de conversion s'appliquent non seulement au lait liquide, mais aussi aux différents produits laitiers tels que la crème, le beurre, les fromages, les poudres de lait écrémé, les poudres de lait entier, le lactosérum, etc.

Encadré 1. Les principaux acteurs de la production mondiale de lait et des échanges de produits laitiers en 2015.

mentionnés ci-dessus varie lorsque les calculs privilégient les flux échangés en valeur et non pas en équivalent lait. En 2015, par exemple, l'UE occupe alors le premier rang mondial des exportateurs de produits laitiers en valeur (14,5 milliards d'euros), devant la Nouvelle-Zélande (8,4 milliards d'euros) et les États-Unis (4,9 milliards d'euros). De même, les pays importateurs de fromages, comme les États-Unis ou la Russie, jouent un rôle plus important en valeur qu'en volume comparativement à des pays importateurs de poudres de lait entier.

1.2 / Les principaux produits laitiers échangés dans le monde

Une analyse de l'évolution des échanges internationaux est présentée ci-après pour les principaux types de produits laitiers, à savoir successivement les fromages, les poudres de lait écrémé, les poudres de lait entier et le beurre.

a) Les fromages

En 2015, les pays développés contribuent à hauteur de 80% à la production

mondiale de fromages, 75% aux exportations et 48% aux importations. Avec une production d'environ 10 millions de tonnes, l'UE est la première zone productrice de fromages devant les États-Unis (5,2 millions de tonnes). Plus loin derrière arrivent le Brésil (740 000 tonnes), l'Égypte (630 000 tonnes), l'Argentine (600 000 tonnes), la Nouvelle-Zélande (490 000 tonnes) et la Russie (460 000 tonnes).

Les échanges internationaux de fromages, toujours hors commerce intra-UE, ont doublé au cours des quinze dernières années. Ils portent sur 2,2 millions de tonnes (tonnage de fromages) en 2015, soit 11% de la production mondiale. Les produits échangés se composent pour l'essentiel de fromages ingrédients (dont le Cheddar) souvent utilisés dans les préparations alimentaires ; les échanges de fromages de garde, dont le niveau de valorisation à la tonne est nettement supérieur et dont les fournisseurs sont essentiellement européens (France, Italie et Suisse), occupent une place modeste. Avec 32% des volumes de fromages exportés en 2015, l'UE occupe le premier rang mondial devant les États-Unis (13%) et la Nouvelle-Zélande (12%). En 2015, les principaux importateurs de fromages sont le Japon (249 000 tonnes), la Russie (201 000 tonnes), les États-Unis (200 000 tonnes), l'Arabie Saoudite (162 000 tonnes) et le Mexique (116 000 tonnes). La Chine ne contribue, quant à elle, que pour 3% aux importations mondiales de fromages (tableau 1).

Tableau 1. Les principaux importateurs mondiaux de produits laitiers (Milliers de tonnes/an).

Classement des pays par ordre décroissant des importations en valeur pour l'année 2015.

(Source : Comtrade sauf pour l'UE (Comext)/Traitement INRA, SMART-LERECO).

	Fromages				Poudre de lait écrémé				Poudre de lait entier				Beurre			
	2000-04	2005-09	2010-14	2015	2000-04	2005-09	2010-14	2015	2000-04	2005-09	2010-14	2015	2000-04	2005-09	2010-14	2015
Chine	4	12	41	76	35	54	175	200	69	83	468	347	7	16	48	71
États-Unis	209	199	150	200	7	1	1	2	6	16	9	8	45	38	18	35
Ar. Saoudite	80	93	102	162	42	56	46	59	45	65	78	133	28	32	42	52
Russie	134	239	348	201	16	11	74	110	6	5	22	33	102	83	113	94
Mexique	99	77	90	116	189	141	197	259	42	37	14	7	51	56	34	35
Japon	205	203	223	249	46	34	33	53	0	0	0	0	5	9	9	16
UE-28	133	94	78	61	56	11	3	3	6	2	2	4	92	77	44	24
Malaisie	6	8	15	21	56	73	106	147	64	53	27	46	10	12	15	19
Singapour	6	8	12	14	46	60	60	70	28	66	83	83	21	26	25	25
Australie	52	70	80	100	3	4	5	9	6	9	11	11	9	16	24	24
Philippines	17	14	17	23	108	94	107	101	49	39	29	17	11	13	20	20
Algérie	18	21	24	nd	95	88	125	122	125	172	181	233	12	12	16	nd
Venezuela	9	13	24	nd	3	4	4	nd	53	81	113	189	1	1	2	nd
Égypte	10	14	45	nd	19	23	63	nd	6	14	33	nd	44	35	63	58
Hong Kong	10	14	14	16	10	7	9	8	30	26	62	75	13	10	10	11

nd = non disponible

D'après les perspectives OCDE-FAO, les échanges internationaux de fromages devraient progresser de 20% entre 2015 et 2024 (figure 2). Si ce chiffre donne un ordre de grandeur quant aux évolutions potentielles attendues à moyen terme, il reste toujours difficile de prévoir les variations interannuelles susceptibles d'intervenir tout au long de la période considérée car de nombreux paramètres économiques et politiques interviennent.

b) Les poudres de lait écrémé (ou poudres maigres)

La production mondiale de poudre de lait écrémé (4,1 millions de tonnes en 2015, soit + 25% par rapport à 2000) résulte à 88% des pays développés. L'UE assure 34% de la production mondiale et devance ainsi les États-Unis (24%), la Nouvelle-Zélande (12%) et l'Australie (8%).

Les échanges internationaux couvrent 2,1 millions de tonnes en 2015, soit environ la moitié de la production mondiale (Lagrange *et al* 2015). Si ce taux est important comparativement à la plupart des autres biens agroalimentaires, il n'est pas pour autant surprenant. En effet, ce produit a été créé dans une optique de favoriser le transport du « lait » tout en limitant au maximum le transport d'eau. Les poudres de lait écrémé permettent, en outre, une conservation plus aisée du produit que le lait liquide (plus périssable) et ne nécessite pas le recours (coûteux) à la réfrigération. Les échanges internationaux sont dominés à l'exportation par l'UE (32%), les États-Unis (26%) et la Nouvelle-Zélande (19%). Entre 2000 et 2015, la croissance des exportations américaines (+ 400 000 tonnes, surtout au bénéfice du Mexique) a été près du double de celle des deux autres pays précités. Les importations mondiales de poudres de lait écrémé résultent à 93% des pays en développement. En 2015, les principaux importateurs sont le Mexique (259 000 tonnes), la Chine (200 000 tonnes), l'Indonésie (152 000 tonnes), la Malaisie (147 000 tonnes) et l'Algérie (122 000 tonnes). Les échanges internationaux devraient progresser de 27% entre 2015 et 2024, sous l'influence d'importations issues des pays asiatiques (73% de la croissance mondiale) et africains (25%).

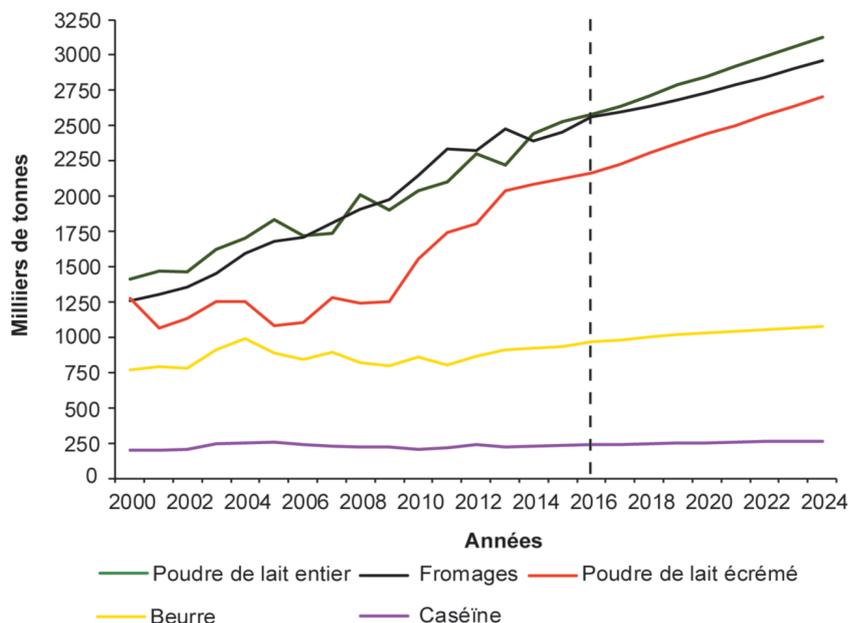
c) Les poudres de lait entier (ou poudres grasses)

La production mondiale (4,8 millions de tonnes en 2015 contre 2,2 millions de tonnes en 2000) résulte principalement de la Nouvelle-Zélande (1,38 million de tonnes en 2015), de la Chine (1,37 million de tonnes) et, plus loin derrière, de l'UE (680 000 tonnes), du Brésil (617 000 tonnes) et de l'Argentine (238 000 tonnes).

Figure 2. L'évolution des échanges mondiaux de produits laitiers entre 2000 et 2015, perspectives pour 2024.

(Milliers de tonnes pour chaque produit).

(Source : OCDE-FAO).



La Nouvelle-Zélande domine le marché de manière exceptionnelle en réalisant 56% des exportations mondiales qui s'élèvent à 2,3 millions de tonnes en 2015. Ce pays a capté 83% de l'augmentation des exportations mondiales au cours de la période étudiée. L'intégralité de la production néo-zélandaise de poudres de lait entier est exportée, principalement à destination des pays asiatiques. L'UE est, loin derrière, le deuxième exportateur (383 000 tonnes en 2015), devant l'Argentine (138 000 tonnes), l'Uruguay et l'Australie (tableau 2). Les États-Unis occupent une place marginale pour ce produit. Les pays en développement contribuent pour 97% aux importations de poudres de lait entier. Malgré une production laitière en croissance (Bowman et Conway 2013, Dharmasena *et al* 2013), la Chine est devenue le premier importateur mondial de poudres de lait entier. En 2015, ses achats (347 000 tonnes) ont cependant reculé de près de moitié par rapport à la période 2010-14. « L'empire du milieu » devance néanmoins toujours nettement l'Algérie (233 000 tonnes), le Venezuela (189 000 tonnes), les Émirats Arabes Unis (148 000 tonnes), Oman (89 000 tonnes) et Singapour (83 000 tonnes). Entre 2015 et 2024, les exportations mondiales de poudres de lait entier pourraient augmenter de 23%, au bénéfice d'un renforcement des positions de la Nouvelle-Zélande.

d) Le beurre et les matières grasses laitières

La production mondiale (10,3 millions de tonnes en 2015), qui a augmenté de 39% depuis 2000, résulte à 70% des pays en développement. L'Inde occupe

le premier rang (41% du total mondial en 2015) devant l'UE (22%), les États-Unis (9%), le Pakistan (7%) et la Nouvelle-Zélande (5%). Contrairement aux poudres de lait, le beurre est un produit consommé surtout dans les pays de production. En Inde, la consommation porte surtout sur le « ghee » qui est un beurre clarifié. Ingrédient phare de la gastronomie traditionnelle et considéré comme la matière grasse la plus pure et la plus noble, le ghee est issu d'un beurre classique duquel on a éliminé l'eau, le lactose et les protéines.

Bien que contributeur modeste à l'offre mondiale de beurre, la Nouvelle-Zélande est le premier pays exportateur (528 000 tonnes en 2015, soit la moitié des flux mondiaux). Elle devance nettement l'UE (185 000 tonnes), la Biélorussie (83 000 tonnes), l'Australie (26 000 tonnes) et les États-Unis (26 000 tonnes). En raison de l'importance de son marché intérieur (ONU, 2015), de la structure de ses entreprises (Rao et Reddy 2014) et de la stratégie politique menée dans le domaine agroalimentaire, l'Inde n'exporte pas de beurre (Joshi 2014). Les principaux importateurs de beurre sont la Russie (94 000 tonnes en 2015), la Chine (71 000 tonnes), l'Égypte (58 000 tonnes) et l'Arabie Saoudite (52 000 tonnes). Les échanges internationaux de beurre et de matières grasses laitières pourraient augmenter de l'ordre de 15% d'ici 2024.

Outre les quatre produits laitiers mentionnés précédemment, d'autres font également l'objet d'échanges internationaux. La poudre de lactosérum (1,4 million de tonnes échangées en 2015),

qui est un coproduit des fromages, est exportée essentiellement par l'UE, les États-Unis, et dans une moindre mesure la Biélorussie, la Suisse et l'Argentine (Cappellini 2011). La Chine est le principal acheteur, avec un flux proche de 400 000 tonnes par an, devant la Russie (environ 110 000 tonnes), l'Indonésie (100 000 tonnes) et la Malaisie (70 000 tonnes). Le marché des caséines est dominé à l'export par la Nouvelle-Zélande et l'UE. Les échanges internationaux de lait liquide conditionné et de produits laitiers frais demeurent globalement modestes.

1.3 / Le cas de trois pays exportateurs concurrents : Nouvelle-Zélande, États-Unis et Australie

Toujours à partir de la base de données *Comtrade* pour la période 2000 à 2015, l'objectif est désormais de revenir sur la trajectoire de trois pays concurrents de l'UE sur les marchés mondiaux de produits laitiers, à savoir la Nouvelle-Zélande, les États-Unis et l'Australie. Les données sont exprimées en volume (tonnes) et en valeur (million d'euros courants). Un raisonnement en valeur a de l'intérêt pour au moins trois raisons :

i) Il permet d'intégrer la question de la création de valeur sur un bien donné (prix de vente différencié du produit du fait de qualités distinctes) ;

ii) il autorise à l'agrégation de différents produits pour fournir une somme globale des échanges ;

iii) il est sensible aux effets de la volatilité des prix sur les marchés internatio-

naux (pour un même volume exporté, la valeur des exportations peut varier d'une année à l'autre) et à l'évolution des parités monétaires.

a) La Nouvelle-Zélande

Ce pays est non seulement le plus redoutable concurrent de l'UE sur les marchés internationaux de produits laitiers, mais celui dont l'influence sur les cours internationaux est le plus déterminant. En dépit de la taille très modeste de son territoire (11 millions d'hectares de surface agricole utile) comparativement à l'UE (172 millions d'hectares) et aux États-Unis (408 millions d'hectares), ce pays occupe depuis de nombreuses années déjà le premier rang des exportateurs mondiaux de produits laitiers, du moins en équivalent lait. Cela tient au fait que le marché de la consommation est exiguë (la Nouvelle-Zélande compte 4,5 millions d'habitants soit moins de 1% de la population européenne) et que les atouts naturels de ce pays pour produire du lait sont nombreux : une abondance de surfaces herbagères de qualité ; des ressources en eau ; un volontarisme des acteurs ; une forte concentration des outils industriels et un savoir-faire en technologie laitière, etc. (Institut de l'Élevage 2010). En 2015, la production laitière néo-zélandaise avoisine les 22 millions de tonnes (soit un peu moins que la France) pour 5 millions de vaches laitières (DairyNZ 2015). Si les 12 000 exploitations laitières néozélandaises demeurent, avec un cheptel moyen de 420 têtes, parmi les plus compétitives du monde en termes de coûts de production, le différentiel tend à se réduire avec les concurrents européens (Perrot

et al 2016). L'augmentation spectaculaire du prix du foncier depuis quinze ans (mais avec un retournement de celui-ci depuis la crise de 2015-16) et l'intensification de la production fourragère par un recours accru aux engrais contribuent à une élévation des coûts de production (Foote *et al* 2015). Non soutenues par des aides directes comme c'est le cas dans l'UE (Gouin et Kroll 2016), ces exploitations livrent leur production pour l'essentiel à la coopérative *Fonterra*. Créée en 2001 sous l'égide du gouvernement par la fusion de deux coopératives et de l'office d'exportation néo-zélandais, *Fonterra* assure près de 92% de la collecte intérieure. Quatrième groupe international en chiffre d'affaires derrière Nestlé, Lactalis et Danone, il a une influence majeure sur les cours internationaux.

Au cours des dernières années, la Nouvelle-Zélande est le pays qui a le plus profité de la croissance (en volume) des échanges internationaux de produits laitiers. En 2015, les produits laitiers représentent 18% de l'ensemble des exportations du pays, soit le premier rang des biens exportés (New Zealand Ministry of Foreign Affairs and Trade, 2015). L'augmentation des exportations (environ 12 millions de tonnes en équivalent lait depuis 2000) a été permise par un développement rapide de la production, notamment dans l'île du sud où l'élevage laitier a repris du foncier agricole au détriment de productions concurrentes (vaches allaitantes et brebis) et où l'irrigation a favorisé l'intensification des surfaces fourragères. Bien que toujours situé à un niveau faible par rapport à ses concurrents, le rendement laitier par

Tableau 2. Les principaux exportateurs mondiaux de produits laitiers (Milliers de tonnes/an). Classement des pays par ordre décroissant des exportations en valeur pour l'année 2015. (Source : Comtrade/Traitement INRA, SMART-LERECO).

	Fromages				Poudre de lait écrémé				Poudre de lait entier				Beurre			
	2000-04	2005-09	2010-14	2015	2000-04	2005-09	2010-14	2015	2000-04	2005-09	2010-14	2015	2000-04	2005-09	2010-14	2015
UE-28	542	561	719	706	319	175	494	684	519	444	394	383	246	214	137	185
N. Zélande	286	294	285	340	253	299	379	418	560	680	1225	1 403	357	388	469	528
États-Unis	55	95	270	318	124	294	474	560	40	25	38	35	9	38	68	26
Suisse	51	54	61	64	10	12	13	8	3	2	1	1	1	1	6	3
Australie	237	206	167	179	189	158	147	204	211	148	107	67	101	72	51	36
Biélorussie	32	93	137	178	30	60	76	111	12	29	35	38	30	60	68	83
A. Saoudite	11	139	150	125	9	11	20	11	4	29	21	19	4	7	3	4
Argentine	25	48	55	43	19	15	20	24	119	145	174	138	6	16	19	9
Ukraine	47	76	61	nd	55	50	20	nd	9	16	2	nd	32	10	4	nd
Uruguay	18	31	44	nd	12	14	24	nd	21	40	61	nd	11	14	20	nd

nd = non disponible

vache (environ 4 200 kg en 2015) a également progressé ce qui a permis de conforter l'effort productif.

Les exportations de la Nouvelle-Zélande en produits laitiers sont passées, en monnaie courante, de 2,8 milliards d'euros 2000 à 8,4 milliards d'euros en 2015 (tableau 3). Avant la baisse brutale et récente des importations chinoises, un pic des exportations avait été enregistré en 2014 à hauteur de 10,1 milliards d'euros (figure 3). En 2015, les exportations concernent principalement les poudres de lait entier (38% des valeurs exportées), le beurre (18%) et les fromages (12%). La Chine a été le principal destinataire de la croissance laitière néo-zélandaise. En effet, de seulement 3%

des exportations (en valeur) de la Nouvelle-Zélande en 2000, ce pays compte pour 20% en 2015 (avec un pic à 33% en 2013). Il explique, à lui seul, 30% de la croissance des exportations entre 2000 et 2015. Au-delà de ce constat sur longue période, les achats de la Chine en produits laitiers en provenance de la Nouvelle-Zélande ont fortement chuté entre 2013 (3 milliards d'euros) et 2015 (1,7 milliards d'euros). Ce recul, qui explique en partie la baisse drastique des cours internationaux de produits laitiers, a été particulièrement fort en poudres de lait entier (de 631 000 tonnes en 2013 à 359 000 tonnes en 2015). Si la pondération des facteurs qui ont influencé ce recul reste difficile à établir, un consensus existe autour de

l'idée que les stocks chinois étaient devenus trop abondants par rapport à la dynamique de la demande intérieure, en période de baisse du taux de croissance économique (Institut de l'Élevage 2016). Les principaux autres pays clients de la Nouvelle-Zélande sont les États-Unis (7% du total des exportations en valeur en 2015), l'Australie (5%), puis les Émirats Arabes Unis, la Malaisie, le Japon, l'Algérie, les Philippines, l'Indonésie et la Thaïlande (à hauteur de 3 à 4% pour chacun de ces pays).

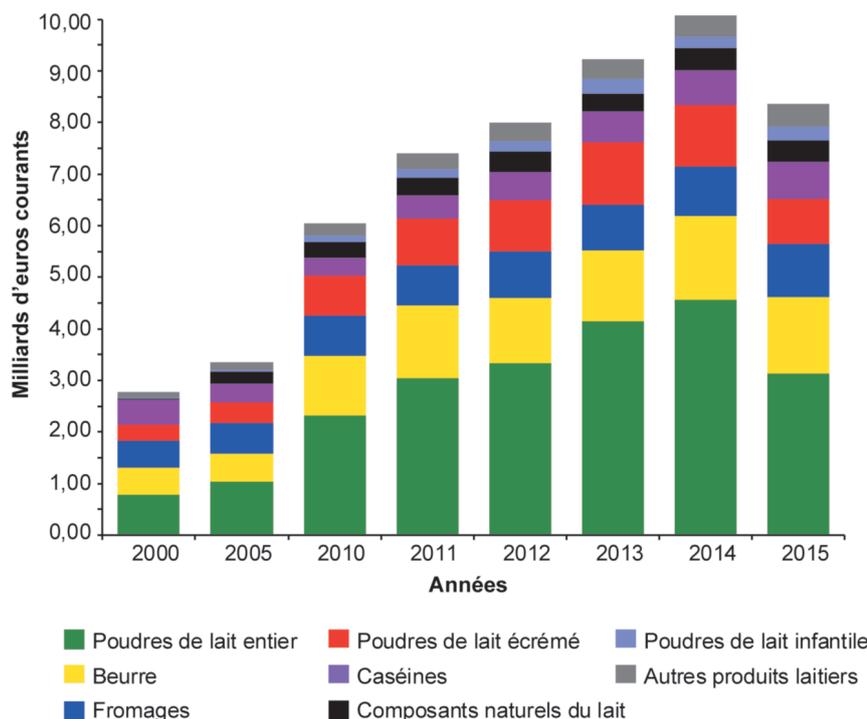
Dans ce petit pays où le commerce extérieur représente près de 58% du Produit Intérieur Brut (PIB), la signature d'accords commerciaux est un élément jugé stratégique pour accéder dans de

Tableau 3. Le secteur laitier et les échanges de produits laitiers dans les pays étudiés. (Source : Traitement INRA, SMART-LERECO d'après ONU, FIL, Comtrade).

	UE-28	N. Zélande	États-Unis	Australie	Russie	Chine
Nombre d'habitants (millions)	508	4,6	323	24	146	1 374
Production de lait de vache (millions de tonnes/an)	159	22	96	10	30	37
Nombre de vaches laitières	23,4	5,0	9,3	1,7	7,7	14,9
Exportations de produits laitiers en 2000 (milliards €)	6,4	2,8	1,1	1,7	0,2	0,1
Exportations de produits laitiers en 2015 (milliards €)	14,5	8,4	4,9	1,7	0,3	0,2
Variation 2015/2000 (milliard €)	8,1	5,6	3,8	0,0	0,1	0,1
Importations de produits laitiers en 2000 (milliards €)	1,2	0,1	1,8	0,2	0,3	0,3
Importations de produits laitiers en 2015 (milliards €)	0,8	0,3	3,1	0,8	1,8	5,6
Variation 2015/2000 (milliards €)	- 0,4	0,2	1,3	0,6	1,5	5,3
Solde en produits laitiers en 2000 (milliards €)	5,0	2,7	- 0,7	1,5	- 0,1	- 0,2
Solde en produits laitiers en 2015 (milliards €)	13,2	8,1	1,8	0,9	- 1,5	- 5,4
Variation 2015/2000 (milliards €)	8,2	5,4	2,5	- 0,6	- 1,4	- 5,2
Clients n°1 en 2015 (en valeur)	Chine	Chine	Mexique	Japon	Kazakhstan	Hong-Kong
Clients n°2 en 2015 (en valeur)	USA	USA	Canada	Chine	Biélorussie	USA
Clients n°3 en 2015 (en valeur)	Hong-Kong	Australie	Chine	Singapour	ns	ns
Fournisseur n°1 en 2015 (en valeur)	Suisse	Australie	UE-28	N. Zélande	Biélorussie	UE-28
Fournisseur n°2 en 2015 (en valeur)	N. Zélande	ns	N. Zélande	UE	UE-28	N. Zélande
Fournisseur n°3 en 2015 (en valeur)	Ukraine	ns	Mexique	USA	Suisse	USA

(ns = non significatif car flux inférieurs à 80 millions d'euros).

Figure 3. Les exportations de la Nouvelle-Zélande en produits laitiers. (Milliards d'euros courants). (Source : Comtrade/Traitement INRA, SMART-LERECO).



meilleures conditions à certains marchés en croissance. Dans ce sens, un accord commercial de rapprochement économique avec l'Australie est entré en vigueur dès 1983, avec l'élimination de tous les droits de douane et restrictions quantitatives. Par ailleurs, la Nouvelle-Zélande est membre du Forum de la coopération économique de la zone Asie-Pacifique (APEC) dont l'objectif principal est d'éliminer les obstacles au commerce et à l'investissement direct étranger (IDE) entre ses membres. En avril 2008, la Nouvelle-Zélande a été le premier pays de l'OCDE à signer un accord de libre-échange avec la Chine. En 2010, un accord de libre-échange entre la Nouvelle-Zélande, l'Australie et dix pays de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) est entré en vigueur. En octobre 2015, une extension de l'accord de partenariat économique stratégique Trans pacifique (TPP) a été signée entre douze pays représentant 40% du PIB mondial, dont l'Australie, le Brunei, le Canada, le Chili, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour, le Vietnam et les États-Unis.

En dépit des accords passés en 1995 dans le cadre de l'Organisation Mondiale

du Commerce (OMC) pour accentuer l'ouverture des marchés agroalimentaires², l'UE contribue pour seulement 3% aux exportations néozélandaises de produits laitiers. En 2015, les importations européennes en provenance de la Nouvelle-Zélande concernaient principalement de la caséine (55% des achats en valeur), du beurre (30%) et des fromages (6%).

b) Les États-Unis

Ce pays, qui est le troisième pays producteur de lait derrière l'UE et l'Inde, a enregistré une augmentation importante de sa production au cours des quinze dernières années (+ 20 millions de tonnes, soit + 26%). D'après le département américain à l'agriculture, la production laitière intérieure pourrait encore progresser de l'ordre de 2% par an d'ici 2025 (USDA 2016). En 2015, la production laitière des USA (96 millions de tonnes) résulte d'un cheptel de 9,3 millions de vaches laitières hautement productives (environ 10 000 kg de lait par vache et par an) réparties dans environ 60 000 élevages. Les exploitations ayant un cheptel supérieur à 1 000 vaches représentent 6% de l'ensemble des exploitations, mais 48% du cheptel amé-

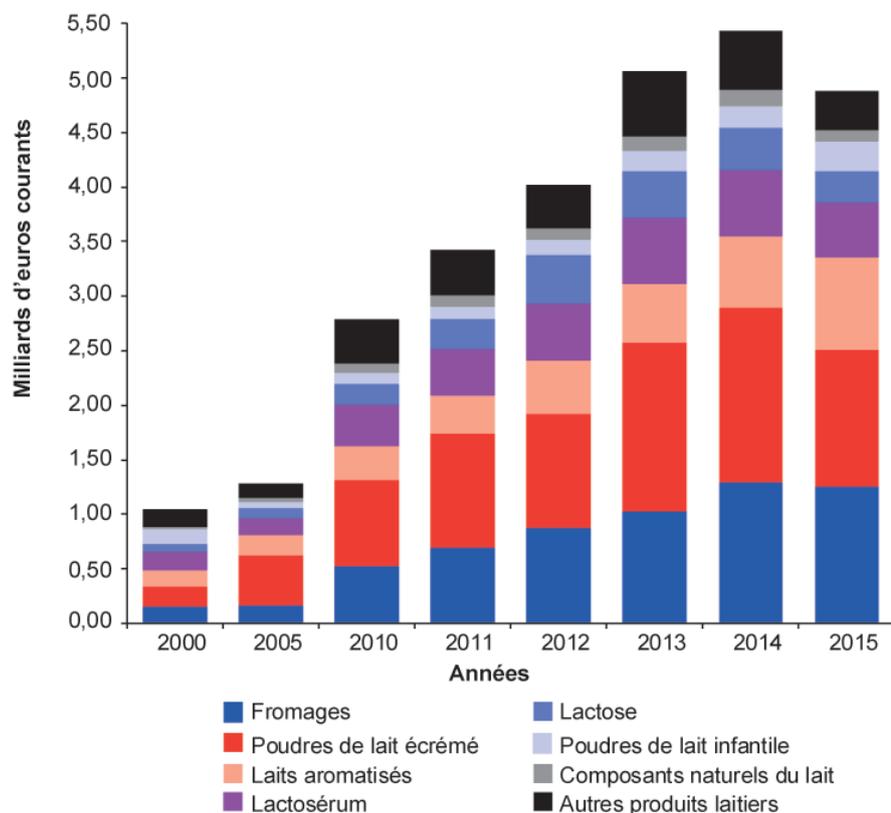
ricain de vaches (MacDonald *et al* 2016) ; cette proportion a considérablement augmenté puisqu'elle n'était que de 9% en 1992. À l'autre extrême, les exploitations ayant moins de 100 vaches représentent les trois quarts des élevages, mais seulement 17% de l'offre de lait. Les deux principaux États laitiers américains sont la Californie (19% de l'offre nationale) et le Wisconsin (14%), avec chacun des spécificités productives. Les exploitations californiennes se caractérisent souvent par une taille importante des troupeaux, un recours soutenu à de la main d'œuvre salariée et des achats conséquents en aliments. Dans le Wisconsin, les exploitations sont souvent familiales, de taille plus modeste et avec une alimentation produite directement dans l'exploitation. Les autres États américains concernés par la production laitière (pour chacun 5% à 7% du total national) sont l'Idaho, l'État de New-York, le Texas, la Pennsylvanie, le Michigan et le Minnesota.

La nouvelle loi-cadre agricole dite « *Farm Bill* » actée début 2014 pour cinq ans a apporté certaines modifications dans les formes d'intervention publique. Deux nouvelles mesures ont été introduites au niveau de la politique laitière : la première est la *Margin Protection Program (MPP)* : il s'agit d'une assurance-marge pour les producteurs laitiers qui prévoit l'octroi d'indemnités lorsque la différence entre le prix du lait et le coût de l'aliment tombe en deçà d'un certain seuil pendant deux mois consécutifs ; la seconde est la *Dairy Product Donation Program (DPDP)* : elle prévoit des achats publics de lait à destination des plus démunis (aide alimentaire intérieure) lorsque cette marge tombe sous un certain seuil (Burdine *et al* 2014).

Alors que les États-Unis exportaient peu de produits laitiers en 2000 (1,04 milliard d'euros), ils sont devenus un acteur important du marché en 2015 (4,9 milliards d'euros). Les exportations s'élèvent à 10 millions de TeqL en 2015, soit près de 10% de la production intérieure. La hausse des exportations explique, à elle seule, la moitié de la croissance de la production observée aux États-Unis depuis 2000. En 2015, les exportations des États-Unis (figure 4) concernent surtout des fromages (25%), des poudres de lait écrémé (25% de la valeur), des laits aromatisés (17%) et du lactosérum (10%). Les produits laitiers exportés sont destinés principalement

² Dans le cadre de la procédure de tarification arrêtée lors des négociations à l'OMC, les pays membres ont été tenus de maintenir les possibilités d'accès courant à l'importation des produits tarifés à des niveaux équivalents à ceux de la période de base (1986-88). Lorsque cet accès « courant » était inférieur à 5% de la consommation intérieure du produit considéré pendant la période de base, une possibilité (supplémentaire) d'accès minimum devait être ouverte sur la base du principe de la Nation la Plus Favorisée (NPF). Dans le secteur du lait, l'accès réel au marché de l'UE s'est réalisé dans le cadre de contingents d'importation préférentielle. Les importations de beurre et de fromages néo-zélandais ont été pérennisées au titre de l'accès courant, avec un droit de douane historique faible.

Figure 4. Les exportations des États-Unis en produits laitiers. (Milliards d'euros courants). (Source : Comtrade/Traitement INRA, SMART-LERECO).



au Mexique (24% du total de la valeur) et au Canada (16%). Ces deux pays, géographiquement voisins et également membres de l'Accord de Libre-échange Nord-Américain (ALENA) depuis 1994, ont contribué pour 43% à la croissance des exportations américaines entre 2000 et 2015. En provenance des États-Unis, les mexicains achètent surtout de la poudre de lait écrémé (45% du total des achats de produits laitiers en valeur) et des fromages (29%). Les importations canadiennes portent, quant à elles, davantage sur les laits aromatisés (57% des achats) et les poudres de lait infantile (17%). Les autres principaux clients des États-Unis sont la Chine (8%), la Corée du Sud (6%), le Japon (5%), les Philippines (4%) et le Vietnam (4%).

En représentant 0,9% du total des exportations américaines de produits laitiers, soit 44 millions d'euros, l'UE est un client marginal pour les États-Unis. La réciprocité n'est pas valable car les États-Unis achètent pour 1,3 milliard d'euros de produits laitiers à l'UE (à 70% des fromages et 18% des caséines). Ainsi, en dépit de leur dynamisme à l'export, les États-Unis sont aussi des importateurs importants de produits laitiers (3,1 milliards d'euros en 2015). Outre l'UE, qui compte pour 43% dans leurs approvisionnements, les autres fournisseurs du marché sont la Nouvelle-Zélande (21%) et l'Amérique Centrale

(7%). Parmi les pays européens, la France est le troisième fournisseur des États-Unis derrière l'Italie et l'Irlande.

c) L'Australie

Ce pays, qui occupait le troisième rang mondial des exportateurs de produits laitiers en 2000, a traversé depuis cette date une période plus difficile en raison de la sensibilité de l'offre aux facteurs climatiques (Hanslow *et al* 2014). En 2015, l'Australie compte 6 100 exploitations laitières (contre 12 900 en 2000) pour un cheptel de 1,7 million de vaches laitières (contre 2,2 millions de têtes en 2000). De même, la production de lait a sensiblement reculé de 10,8 millions de tonnes en 2000 à 9,7 millions de tonnes en 2015. Les exploitations laitières australiennes, qui comptent un cheptel moyen de 294 vaches pour un rendement de 5 700 kg par an, sont assez concentrées dans les zones côtières du sud-est de l'Australie où le rendement fourrager des prairies est largement dépendant des précipitations et de l'irrigation. L'État de Victoria regroupe ainsi les deux tiers des exploitations laitières (Dairy Australia 2015).

Contrairement aux autres grands fournisseurs du marché mondial, la part de la production laitière qui est exportée a diminué en Australie en passant de 54% de la production en 2000 (pour 1,76

milliard d'euros d'exportations) à 34% en 2015 (pour 1,74 milliard d'euros). Exprimée en monnaie constante, une telle évolution traduit de fait une baisse conséquente. Entre 2000 et 2015, les exportations ont reculé, en volume, de 70% pour les poudres de lait entier et le beurre, de 29% pour les fromages et de 9% pour les poudres de lait écrémé. Les principaux clients de l'Australie sont le Japon (19% de la valeur total des exportations de 2015), la Chine (16%) et Singapour (8%). L'Indonésie, la Malaisie, Hong-Kong, la Corée du Sud, les Philippines et la Thaïlande comptent également à hauteur chacun de 3% à 7%. Si les fromages comptent pour 90% dans les importations japonaises en provenance d'Australie, ce taux n'est que de 18% dans le cas de la Chine.

1.4 / Le cas de deux grands pays importateurs : la Russie et la Chine

a) La Russie

La place de l'agriculture dans l'économie russe a considérablement diminué au cours des vingt dernières années, passant de 15% du PIB en 1990 à seulement 4% en 2015. En dépit de l'ambition politique affichée dans un décret présidentiel de 2010 pour atteindre quasiment l'autosuffisance alimentaire en 2020 (avec un taux visé de 90% dans le cas du lait), la Russie demeure toujours un pays déficitaire en produits agroalimentaires (- 9,3 milliards d'euros en 2015). Après une période d'effondrement de la production agricole jusqu'à la fin des années quatre-vingt-dix, puis de stabilisation entre 2000 et 2005, les productions sont reparties à la hausse pour certaines filières animales à cycle court (volailles et porcs). La situation reste cependant difficile dans le secteur bovin en raison notamment d'une trop faible rentabilité des capitaux investis (France-AgriMer 2013). La production laitière a baissé de l'ordre de 15 millions de tonnes entre 1990 et 2000, puis elle s'est stabilisée à compter de 2000 aux alentours de 30 millions de tonnes pour un cheptel de 7,7 millions de têtes en 2015. Dans ce pays où les petites exploitations familiales recourant à l'autoconsommation sont encore nombreuses, la collecte laitière atteint seulement un peu plus de la moitié de la production nationale.

Face à cette stabilité de l'offre laitière et à la progression du pouvoir d'achat des Russes, les importations de produits laitiers ont connu une hausse régulière et soutenue au cours des quinze dernières années. Elles sont passées de 300 millions d'euros en 2000 à 3,5 milliards d'euros en 2013, point culminant de la période étudiée. À cette date (2013), les importations concernaient surtout des froma-

ges (46% de la valeur des produits laitiers importés), du beurre (15%) et de la poudre de lait écrémé (10%). Les principaux fournisseurs de la Russie (alors deuxième importateur derrière la Chine) en produits laitiers étaient l'UE (43% des achats), la Biélorussie (35%), et nettement plus loin derrière l'Ukraine (8%) et la Nouvelle-Zélande (3%).

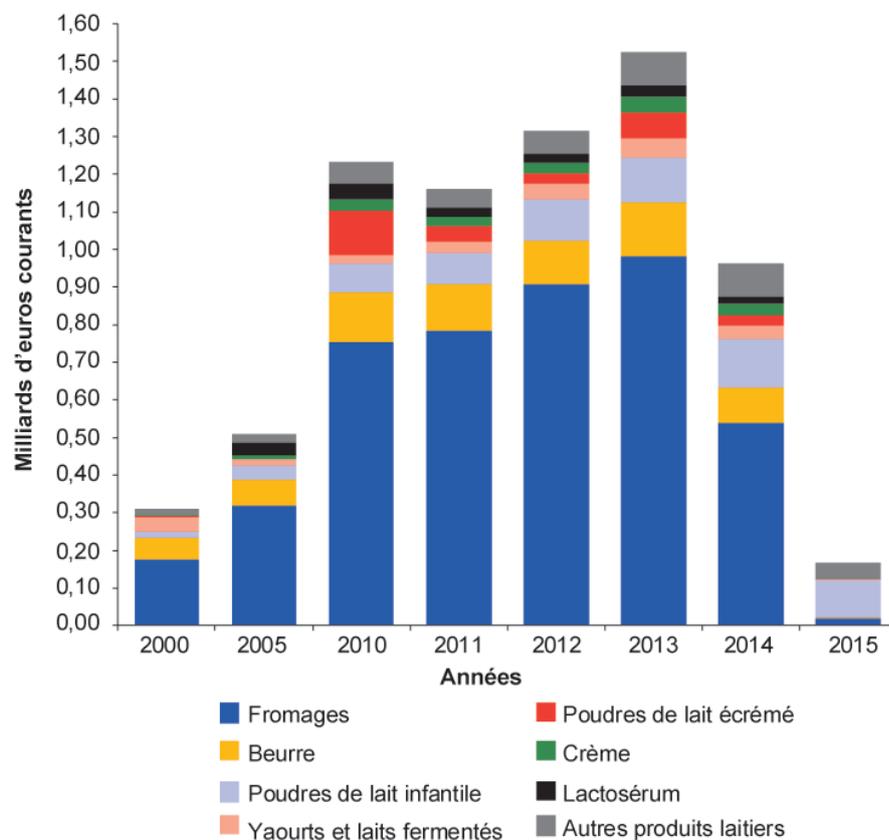
À compter d'août 2014, la hiérarchie des pays fournisseurs de la Russie a évolué en raison de l'application, par les autorités russes, d'un embargo sur certains produits agroalimentaires (dont les produits laitiers) en provenance de l'UE, des États-Unis, de l'Australie, du Canada et de la Norvège (European Commission 2014)³. Par rapport à l'année 2013, les importations russes de produits laitiers (en valeur) ont baissé de 14% en 2014 et de 47% en 2015. Outre la réduction des quantités achetées de produits laitiers, surtout des fromages, la chute des prix internationaux a contribué à l'accentuation de cette baisse. Même si la Russie a importé davantage de produits laitiers en provenance de Biélorussie, l'embargo a entraîné une baisse des disponibilités en fromages sur le marché domestique (European Commission 2015). En 2015, les importations russes s'élèvent à 201 000 tonnes de fromages (contre 438 000 tonnes en 2013), 94 000 tonnes de beurre (contre 144 000 tonnes en 2013) et 110 000 tonnes de poudre de lait écrémé (contre 109 000 tonnes en 2013). Les exportations de l'UE en fromages vers la Russie ont baissé de 257 000 tonnes entre 2013 et 2015 (elles sont devenues quasiment nulles) pendant que celles de la Biélorussie ont augmenté de 52 000 tonnes. La baisse drastique et soudaine des achats russes est donc commercialement préjudiciable pour l'UE (figure 5).

L'embargo russe devrait encore perdurer jusqu'à la fin 2017 d'après les décisions annoncées en juin 2016 par Vladimir Poutine. Si l'adhésion récente (août 2012) de la Russie à l'OMC était susceptible d'apporter plus de stabilité dans les relations commerciales de l'UE avec ce pays, l'embargo est venu modifier cette trajectoire.

Dans l'hypothèse d'une levée à terme de l'embargo, la question reste de savoir dans quelle mesure l'UE sera en capacité ou non de reprendre l'intégralité des parts de marché acquises en 2013. Non seulement la Biélorussie a développé ses exportations et consolidé ses relations commerciales avec la Russie, mais l'État russe cherche (sans cependant vraiment

Figure 5. Les importations de produits laitiers de la Russie en provenance de l'UE. (Milliards d'euros courants).

(Source : Comtrade/Traitement INRA, SMART-LERECO).



parvenir) à développer la production laitière intérieure à l'abri de l'embargo. La détérioration des principaux indicateurs économiques du pays pourrait, de plus, pénaliser une reprise des achats : la baisse du prix du pétrole et du gaz fragilise les entrées financières dans ce grand pays producteur d'énergie fossile ; la dévaluation du rouble pénalise les échanges commerciaux ; l'inflation a atteint 15% en 2015 ; la paupérisation d'une partie de la population est croissante.

b) La Chine

Ce pays est le premier importateur de produits laitiers (Zhang et Roberts 2016). Contrairement aux Indiens dont le niveau de consommation de produits laitiers est déjà proche de la moyenne mondiale (109 kg par habitant et par an), les Chinois consomment encore peu de lait (environ 35 kg). Cependant, pour diverses raisons, la tendance est à la hausse : une amélioration du revenu disponible d'une part de la population ; une préoccupation renforcée des habitants pour leur santé ; une image très positive des produits laitiers, en premier lieu des poudres de lait

infantile pour les nouveaux nés ; une logistique de la chaîne du froid plus étendue ; une augmentation des points de vente des produits laitiers, etc. La population rurale, compte tenu de la résistance du modèle alimentaire traditionnel et d'une moindre disponibilité des produits, se distingue par une consommation encore inférieure à 10 kg (International Dairy Federation 2015). Dans ce pays, qui regroupe 21% de la population mondiale pour 9% des terres labourables, la balance commerciale agroalimentaire est négative (- 31 milliards d'euros en 2014) et les importations de produits laitiers représentent 20% de la consommation.

Après avoir quadruplé entre 2000 et 2008, la production laitière chinoise (37 millions de tonnes en 2015, soit 4,6% de l'offre mondiale) a peu progressé depuis 2008, date qui correspond aussi au scandale de santé publique relatif à la contamination du lait par de la mélamine (Qian *et al* 2011). En effet, certains lots de lait de consommation courante et de lait infantile produits localement contenaient de la mélamine (produit considéré comme toxique) afin de les faire apparaître

³ Cet embargo a été décrété suite aux sanctions appliquées à l'encontre de la Fédération de Russie pour son immixtion dans la crise ukrainienne de 2013-14 et pour le rattachement (qualifié « d'annexion » par les autorités européennes) de la Crimée à la Fédération de Russie. Ces mesures ont été décidées le 17 mars 2014 par les ministres des Affaires étrangères des vingt-huit États membres de l'UE.

plus riches en protéines (Wand et Saghalian 2013). Les autorités chinoises ont incriminé au moins vingt-deux compagnies laitières dans ce scandale, dont deux d'entre elles exportaient des produits à destination notamment du Burundi, du Gabon, du Bangladesh et de la Birmanie. Les consommateurs chinois, du moins ceux qui en ont les moyens, manifestent depuis lors une certaine méfiance à l'égard de produits issus de la filière laitière domestique et ont davantage privilégié un approvisionnement en externe (Wang *et al* 2008).

En 2015, la production laitière chinoise résulte d'un cheptel de 6,5 millions de vaches laitières. Si les exploitations de grande taille (plus de 1 000 vaches) sont peu nombreuses face à la multitude des petites unités familiales, elles détiennent près de 15% du cheptel national. De nombreux défis sont posés au secteur productif laitier chinois : les structures sont souvent morcelées ; la productivité des facteurs de production (dont la terre) est limitée comparativement aux standards américains ou européens ; les coûts de production augmentent très rapidement en raison de la forte dépendance aux achats extérieurs (dont le soja, le maïs, la luzerne et même le foin) induits par une trop faible autonomie fourragère. Face à ces défis et à la croissance de la demande intérieure, les industriels, leaders mondiaux du secteur (dont *Fonterra*, *Danone*, *Friesland-Campina*, etc.), renforcent leurs liens capitalistiques avec des acteurs chinois de façon à bâtir de nouveaux sites de transformation. Parallèlement, des investisseurs chinois cherchent à consolider leurs approvisionnements par des investissements directs à l'étranger, comme c'est par exemple le cas à Carhaix en Bretagne. Le PDG de *Synutra a*, en effet, annoncé en 2016 que les investissements chinois sur ce site français pourraient représenter 400 millions d'euros sur la période 2014-2020.

À l'exception de 2015, toutes les années passées depuis quinze ans ont été caractérisées par une augmentation des importations chinoises de produits laitiers, avec une nette accélération depuis 2010 (figure 6). La progression des importations chinoises n'a pas d'équivalent dans le monde (multiplication par dix en monnaie courante depuis 2000). Les importations représentent 5,6 milliards d'euros en 2015, dont 43% en provenance de l'UE, 32% de la Nouvelle-Zélande (pays qui avait une meilleure position en 2013), 7% des États-Unis et 7% de l'Australie. En 2015, la place de l'UE dans les importations chinoises est, en valeur, de 3% pour les poudres de lait entier (contre 91% pour la Nouvelle-Zélande), 16% pour les fromages (contre 46%), 20% pour les poudres de lait écrémé (contre 58%), 53% pour la pou-

dre de lactosérum (contre moins de 1%) et 72% pour les poudres de lait infantile (contre 8%). La part de marché des États-Unis est significative surtout pour le lactose (67%) et la poudre de lactosérum (36%).

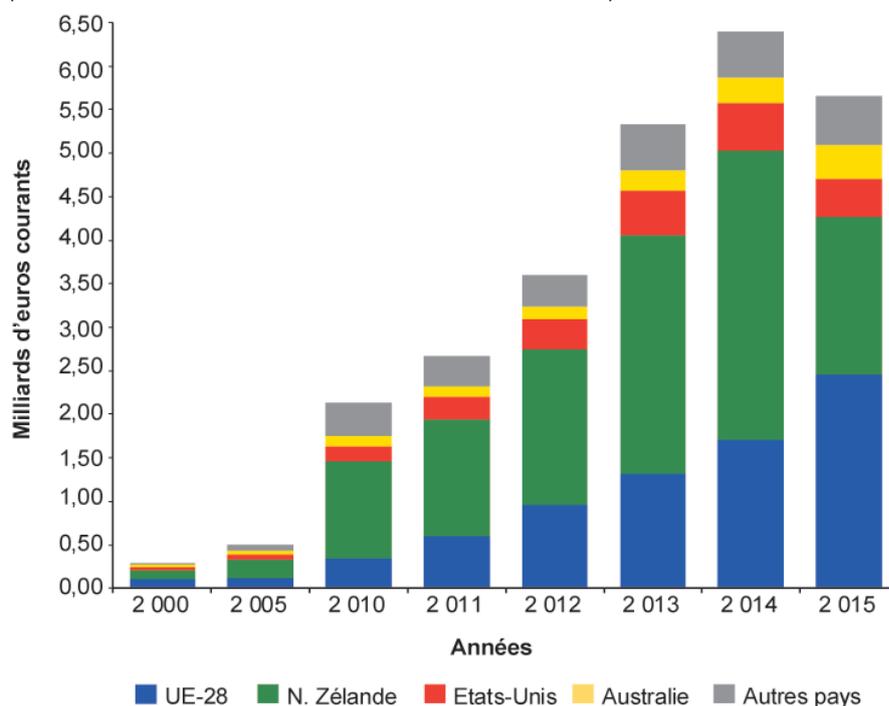
En dépit d'une ouverture croissante de la Chine depuis son adhésion à l'OMC en 2001, les conditions d'accès au marché chinois sont souvent complexes pour les entreprises. Ce débouché reste d'ailleurs fragile car il est conditionné à des décisions étatiques plus ou moins autoritaires/prévisibles. Depuis novembre 2015, un accord de reconnaissance mutuelle entre la Chine et l'UE en matière d'opérateurs agréés est entré en application (Emlinger et Fouré 2016). Cet accord donne la possibilité aux entreprises européennes titulaires de la certification d'Opérateur Économique Agréé (OEA) de bénéficier de procédures douanières simplifiées et sécurisées pour accéder au marché chinois.

Au-delà de la tendance de long terme, l'année 2015 a enregistré un recul des importations chinoises de 11% en valeur par rapport à 2014. Ce recul des achats chinois (- 740 millions d'euros au total) n'a pas eu un impact homogène selon les zones géographiques. La Nouvelle-Zélande est le pays qui a le plus souffert économiquement avec un recul de ses ventes de 45% en une seule année (soit - 1,5 milliard d'euros) du fait essentiellement du repli des importations de poudres de lait entier. Les États-Unis ont enregistré, eux aussi, une baisse de leurs exportations (- 21% ou - 115 millions d'euros).

L'UE a, de son côté, amélioré ses positions sur le marché chinois en 2015 (+ 743 millions d'euros) grâce à la croissance des achats de poudres de lait infantile (produit qui représente 67% de l'ensemble des exportations européennes). Les origines de la baisse soudaine des importations chinoises de poudres de lait entier sont multiples : l'économie chinoise fait face à un ralentissement de son taux de croissance du Produit intérieur brut (PIB) ; les stocks accumulés au début de l'année 2015 étaient importants ; certaines stratégies déployées par les industriels accentuent le phénomène : non seulement une partie des stocks de poudres grasses importées a été réhydratée pour fabriquer du lait liquide moins cher que celui produit localement, mais des volumes conséquents de lait liquide chinois en excédent ont été déshydratés pour être stockés en poudre de lait (Institut de l'Élevage 2016).

Cette crise de 2015 n'a pas été neutre au plan intérieur (Chaumet 2016). Elle a entraîné une baisse du chiffre d'affaires des principaux groupes laitiers chinois, à l'exception cependant du leader (Yili) ; elle provoqué un abandon de la production dans de petits élevages fragilisés par le retournement du prix du lait et la concurrence de plus grandes exploitations intégrées à la transformation ; elle a freiné les investissements au sein de la filière. Faut-il pour autant craindre d'autres difficultés dans les années à venir ? Sur les six premiers mois de l'année 2016, les importations chinoises ont rebondi pour presque tous les produits (+ 25% en poudres grasses par

Figure 6. Les fournisseurs de la Chine en produits laitiers. (Milliards d'euros courants). (Source : Comtrade/Traitement INRA, SMART-LERECO).



rapport à la même période de 2015 ; + 5% en poudres maigres ; + 43% pour le beurre et + 16% pour le lactosérum). Ce rebond est à mettre en relation avec le dynamisme des ventes de produits laitiers sur le marché intérieur (+ 8% au premier trimestre 2016 par rapport à la même époque de 2015).

Les exportations chinoises de produits laitiers sont, quant à elles, marginales (191 millions d'euros en 2015). Elles concernent surtout des laits aromatisés destinés à Hong-Kong.

2 / Le commerce de l'UE et des États membres en produits laitiers

L'analyse précédente a permis de rendre compte de la contribution des diverses zones géographiques à la production laitière mondiale et aux échanges internationaux de produits laitiers. Dans cette deuxième partie, l'objectif est de s'intéresser aux spécificités de l'UE en valorisant la base de données *Comext* issue d'Eurostat.

Au plan méthodologique, et comme dans le cas de Comtrade, cette base de données est fondée sur la nomenclature du système harmonisé géré par l'Organisation mondiale des douanes. En permettant de disposer partout dans le monde d'un seul et même code de désignation pour une même marchandise, le système harmonisé contribue à l'harmonisation des régimes douaniers, des procédures commerciales et douanières et facilite l'échange de données commerciales. Dans *Comext*, les statistiques du commerce extérieur couvrent les flux extra-UE mais aussi intra-UE. Suite à l'adoption du marché unique le 1^{er} janvier 1993, les formalités douanières entre les États membres ont été supprimées, mais un nouveau système de collecte de données auprès des opérateurs a été mis en place pour le commerce intra-communautaire.

Si l'analyse ci-après couvre la très grande majorité des produits laitiers (fromages, poudres, caséines, lait liquide, yaourts, etc.), certaines catégories particulières sont exclues telles que le lait utilisé pour les glaces, les aliments d'allaitement des animaux et certaines préparations alimentaires. Une correspondance méthodologique (regroupement des codes douaniers) a été volontairement recherchée avec les travaux publiés annuellement par le Centre National Interprofessionnel de l'Économie Laitière (CNIEL 2016).

La première section porte sur l'évolution des échanges extra-UE de l'UE en produits laitiers au cours de la période

2000 à 2015. La seconde section traite du positionnement des différents États membres en distinguant le commerce extra-UE et intra-UE.

2.1 / Les échanges extra-UE de l'UE

a) Les exportations de l'UE en produits laitiers

Deuxième zone exportatrice au monde en volume (avec 25% du commerce mondial en équivalent lait) derrière la Nouvelle-Zélande, l'UE exporte environ 11% de sa production intérieure (en appliquant aux données de *Comext* la méthodologie de calcul en équivalent lait développée par le CNIEL). Ce taux est proche de celui des États-Unis, mais très éloigné de celui record obtenu en Nouvelle-Zélande (près de 95%). Les exportations sont passées de 14,2 millions de tonnes en équivalent lait (Teql) en 2000 à 17,2 millions de Teql en 2015 (+ 20%). En valeur (monnaie courante), elles sont passées de 6,4 milliards d'euros en 2000 à 14,5 milliards d'euros en 2015, avec une accélération assez nette depuis 2009 (Bojnec et Ferto 2014) ; le point culminant de la période étudiée a été atteint en 2014 avec 15,3 milliards d'euros.

Les exportations européennes de produits laitiers, exprimées en valeur, résultent en 2015 pour 25% des poudres de lait infantile, 23% des fromages, 10% des poudres de lait écrémé, 8% des poudres grasses, 6% des laits aromatisés,

5% du lactosérum, 5% du beurre, 4% des laits concentrés, 4% les caséines et seulement 3% du lait liquide. Les types de produits exportés ont évolué au fil du temps puisque les poudres de lait infantile ne représentaient que 10% des exportations en 2000 contre 20% pour les poudres de lait entier. En équivalent lait, la hiérarchie des principaux produits exportés diffère de celle exprimée en valeur (figure 7) : ce sont les fromages qui arrivent en tête (24% du total), devant les poudres de lait écrémé (19%), les poudres de lait entier (14%) et le beurre (12%). Les poudres de lait infantile (2,7%) sont peu influentes lorsque l'on s'intéresse à la quantité de lait mobilisée en amont. Ces quelques chiffres suggèrent qu'un développement des exportations sur des produits à haute valeur ajoutée (mais mobilisant peu de lait) n'implique pas nécessairement de produire beaucoup de lait supplémentaire au niveau des exploitations.

En valeur pour l'année 2015, les trois premiers clients de l'UE en produits laitiers sont la Chine (2,17 milliard d'euros), les États-Unis (1,17 milliard d'euros) et Hong-Kong (1,04 milliard d'euros). Les pays qui arrivent ensuite dans la hiérarchie sont l'Arabie Saoudite, l'Algérie, la Suisse, le Japon, l'Égypte, les Émirats Arabes Unis et la Corée du Sud (figure 8). Les pays asiatiques, dont surtout la Chine et Hong-Kong, sont clairement les deux destinations qui ont le plus contribué à la hausse des exportations européennes.

Figure 7. Les exportations de l'UE en produits laitiers.

(Millions de tonnes en équivalent lait).

(Source : *Comext*/Méthodologie du CNIEL/Traitement INRA, SMART-LERECO).

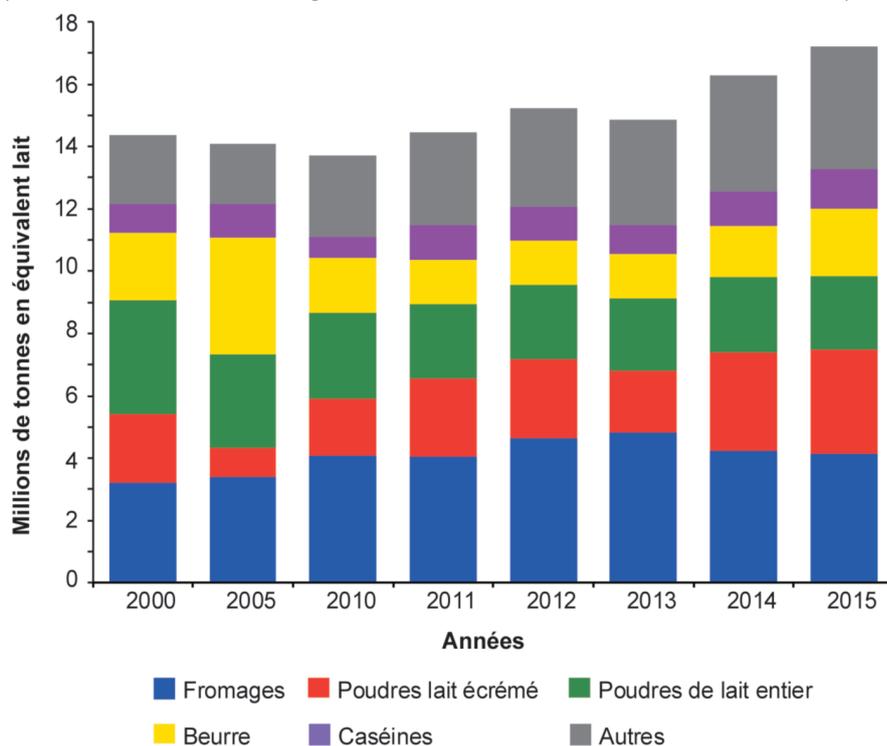
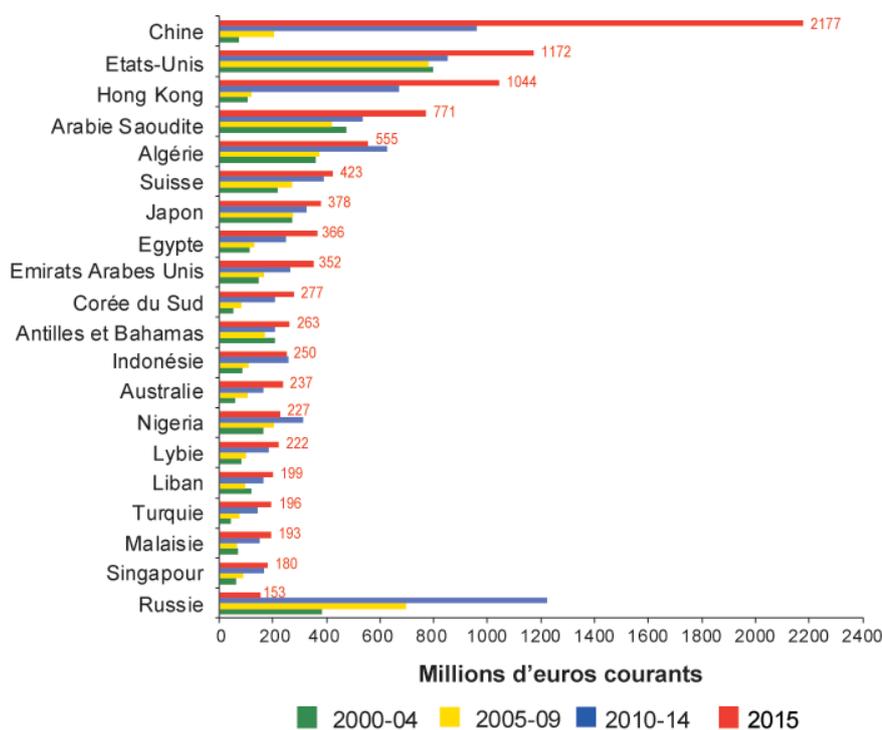


Figure 8. Les principaux clients de l'UE en produits laitiers. (Millions d'euros courants). (Source : Comext/Traitement INRA, SMART-LERECO).



Une analyse de l'évolution des exportations (en tonnes) pour différents produits laitiers permet de préciser encore davantage le diagnostic quant aux clients de l'UE.

- Les exportations européennes de fromages portent sur 706 000 tonnes en 2015 contre 519 000 tonnes en 2000. En dépit du recul important des découchés vers le marché russe depuis 2013 (- 257 000 tonnes), l'UE n'a perdu que 89 000 tonnes à l'export depuis cette date en raison du développement des exportations vers d'autres pays, dont les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud (pour environ 25 000 tonnes chacun). Les États-Unis qui étaient le premier client de l'UE en fromages avant 2004, puis le deuxième derrière la Russie entre 2005 et 2013, occupent de nouveau la pole position avec 140 000 tonnes achetées en 2015, soit 20% du total des exportations de l'UE. Le Japon (68 000 tonnes) arrive en deuxième place devant la Suisse (55 000 tonnes), l'Arabie Saoudite (38 000 tonnes) et la Corée du Sud (35 000 tonnes). Si les pays développés occupent une part importante dans le commerce européen des fromages, ils ne sont malheureusement pas placés au cœur de l'essor démographique mondial à venir. L'enjeu est sûrement de développer des fromages susceptibles d'être davantage vendus dans les pays à plus faible pouvoir d'achat à la lumière de ce qui est engagé en Afrique du Nord.

- Les exportations européennes de poudres de lait écrémé s'élèvent à 684 000

tonnes en 2015 (meilleur résultat des quinze dernières années) contre 450 000 tonnes en 2000, soit une hausse de 50%. En 2015, les principaux clients de l'UE sont l'Algérie (107 000 tonnes), l'Égypte (58 000 tonnes), la Chine (54 000 tonnes) et l'Indonésie (46 000 tonnes). Les Philippines, la Thaïlande, l'Arabie Saoudite, le Vietnam et la Malaisie viennent ensuite dans la hiérarchie des clients avec des achats compris entre 20 000 et 30 000 tonnes. Ces acheteurs, essentiellement africains et asiatiques, ont un profil économique différent des principaux acheteurs de fromages. Sur ce marché, l'UE est souvent en concurrence avec les États-Unis dont les exportations ont plus fortement augmenté au cours des dernières années.

- Les exportations européennes de poudres de lait entier atteignent 383 000 tonnes en 2015 contre 586 000 tonnes en 2000 (année record). Ce recul important s'explique par les choix de spécialisation des industriels européens face à la vive concurrence de la Nouvelle-Zélande. En 2015, les deux principaux clients de l'UE sont Oman (57 000 tonnes) et le Nigéria (28 000 tonnes), loin devant la Chine, l'Angola, le Koweït, Hong Kong et la Guinée.

- Les exportations européennes de beurre (y compris le butter oil) s'élèvent à 185 000 tonnes tant en 2015 qu'en 2000 (avec un pic à 325 000 tonnes en 2004). En 2015, les trois principaux clients étant la Chine (25 000 tonnes), les États-Unis (18 000 tonnes) et l'Arabie Saoudite (18 000 tonnes).

- Les exportations européennes de poudres de lait infantile, qui utilisent peu de lait en quantité mais génère un fort chiffre d'affaires à la tonne produite, sont passées de 155 000 tonnes en 2000 à 432 000 tonnes en 2015. Les principaux clients de l'UE pour ces produits sont la Chine (123 000 tonnes), Hong-Kong (41 000 tonnes) et l'Arabie Saoudite (37 000 tonnes), puis l'Algérie, la Russie et la Turquie.

b) Les importations de l'UE en produits laitiers

Elles sont très faibles. En 2015, elles s'élèvent à seulement 843 millions d'euros pour une production laitière équivalente à 1,08 million de tonnes, soit 0,7% de la consommation intérieure. Les importations ont de plus baissé au cours de la période étudiée puisqu'elles s'élevaient à 3,5 millions de tonnes en 2000. Ce recul tient pour l'essentiel à la baisse des achats de beurre en provenance surtout de la Nouvelle-Zélande et de l'Ukraine. En 2015, les importations concernent surtout des fromages (51%, en valeur), des caséines (16%), des laits aromatisés (10%) et du beurre (8%). La Suisse est, de loin, le premier fournisseur de l'UE avec 62% des produits laitiers importés (exprimés en valeur). Ces flux concernent à 75% des fromages. Les achats de l'UE en fromages suisses (51 000 tonnes en 2015) sont pratiquement équivalents aux exportations européennes de fromages vers la Suisse. Le deuxième pays fournisseurs de l'UE en produits laitiers reste la Nouvelle-Zélande, avec 23% des importations totales en valeur.

c) La balance commerciale de l'UE en produits laitiers

Elle a clairement progressé au cours de la période étudiée. Elle est en effet passée 5 milliards d'euros en 2000 (pour 10,8 millions de Teql) à 13,2 milliards d'euros en 2015 (pour 16,1 millions de Teql). Cette dynamique positive ne se retrouve pas dans la plupart des autres filières animales.

2.2 / Les États membres déficitaires et excédentaires en produits laitiers

La production de lait de vaches dans l'UE (159 millions de tonnes en 2015) est assez concentrée géographiquement (Roguet *et al* 2015). Les cinq premiers pays producteurs de lait sont l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, la Pologne et les Pays-Bas (tableau 4). Si ces cinq pays concentrent 61% de l'offre européenne de lait, les quinze plus petits pays producteurs contribuent à hauteur de seulement 11%.

Les échanges intra-communautaires de produits laitiers (30,6 milliards d'euros

en 2015) sont nettement plus conséquents que les exportations extra-UE des États membres (14,5 milliards d'euros). Plusieurs facteurs contribuent à expliquer cette situation : certains pays de l'UE sont historiquement déficitaires en produits laitiers ; les consommateurs d'un pays expriment souvent un goût pour la diversité de leur alimentation (exemple : les Français achètent du gouda hollandais alors que la variété des fromages français disponible sur le marché est pourtant déjà extraordinaire) ; les marchandises circulent librement au sein de l'UE sans l'application de droits de douane ; certains produits laitiers ultra-frais peuvent être expédiés facilement dans un pays limitrophe mais plus difficilement dans un pays lointain du fait de leur périssabilité et des coûts de transport induits.

a) Les trois principaux pays déficitaires de l'UE en produits laitiers

Ce sont, par ordre décroissant en 2015, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne.

- Au Royaume-Uni, troisième pays producteur de lait de l'UE (15,1 millions de tonnes), la balance commerciale en produits laitiers a toujours été négative tout au long des quinze dernières années. Le

déficit s'est creusé au fil du temps en passant de 951 millions d'euros en 2000 à 2,22 milliards d'euros en 2015. Les principaux produits déficitaires sont les fromages (- 1,13 milliard d'euros en 2015), les poudres de lait infantile (- 452 millions d'euros), les yaourts (- 393 millions d'euros) et les laits aromatisés (- 249 millions d'euros). Le Royaume-Uni est cependant excédentaire pour quelques produits laitiers à faible valeur ajoutée, tels que le lait liquide vrac (138 millions d'euros) et les poudres de lait entier (83 millions d'euros). Les principaux fournisseurs du Royaume-Uni sont l'Irlande (32% des importations en valeur), la France (18%) et l'Allemagne (12%).

- En Italie, la production laitière intérieure (11,5 millions de tonnes en 2015) est depuis au moins quinze ans insuffisante pour couvrir l'intégralité des besoins domestiques, ce d'autant que les Italiens sont des exportateurs de produits laitiers (2,54 milliards d'euros), principalement de fromages (89% de leurs exportations en valeur). Les principaux clients de l'Italie sont la France (18% des exportations), l'Allemagne (13%) et les États-Unis (11%). Le déficit commercial de l'Italie en produits laitiers

est de 990 millions d'euros en 2015. Si l'Italie bénéficie d'une balance commerciale positive en fromages (+ 659 millions d'euros), en raison du développement de spécialités de qualité, elle est déficitaire en lait liquide (- 632 millions d'euros), en yaourts (- 230 millions d'euros) et en beurre (- 201 millions d'euros). Les principaux fournisseurs de l'Italie en produits laitiers (3,53 milliards d'euros d'importations en 2015) sont l'Allemagne (37%), la France (19%), la Belgique (7%) et l'Autriche (7%). Compte tenu des types de produits achetés, les exportations vers l'Italie sont importantes en équivalent lait pour ses fournisseurs mais peu génératrices de chiffre d'affaires par rapport à d'autres destinations où les exportations portent sur des produits au coût unitaire plus élevé (fromages ou des poudres de lait infantile).

- En Espagne, où la production laitière est plutôt faible (6,7 millions de tonnes) au regard de la population, le déficit en produits laitiers atteint 586 millions d'euros en 2015. À l'exception de la crème, des poudres de lait infantile et des laits concentrés, l'Espagne est déficitaire pour tous les produits laitiers, mais surtout pour les fromages (- 434

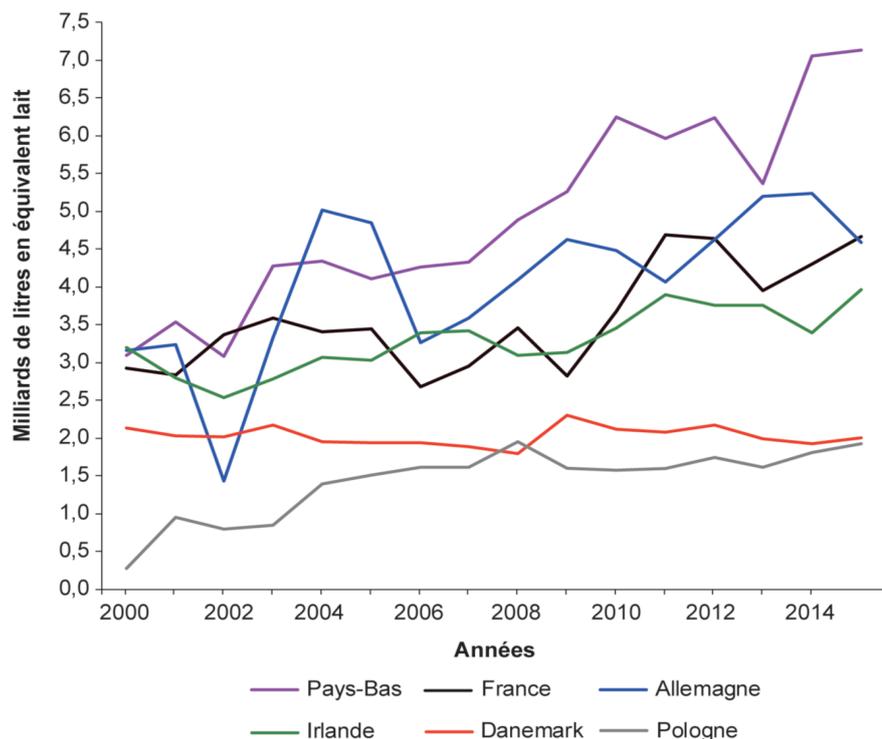
Tableau 4. La production de lait et les échanges des pays de l'UE en produits laitiers en 2015 (Milliards d'euros).

Classement décroissant selon le solde commercial de 2015.

(Source : Comext/Traitement INRA, SMART-LERECO).

	% de la production de lait UE	Exportations			Importations			Solde		
		UE-28	Pays Tiers	Total	UE-28	Pays Tiers	Total	UE-28	Pays Tiers	Total
Pays-Bas	7,9	3,99	4,03	8,02	2,66	0,09	2,76	1,33	3,94	5,27
France	16,1	4,52	2,39	6,91	3,06	0,09	3,15	1,46	2,30	3,76
Allemagne	20,3	6,96	1,76	8,72	5,62	0,38	6,00	1,34	1,38	2,73
Irlande	3,6	1,85	1,37	3,23	0,77	0,00	0,77	1,09	1,37	2,46
Danemark	3,2	1,36	0,89	2,25	0,51	0,02	0,54	0,85	0,86	1,71
Pologne	8,1	1,22	0,55	1,77	0,80	0,04	0,84	0,42	0,51	0,94
Autriche	2,2	1,04	0,17	1,20	0,74	0,02	0,77	0,29	0,14	0,44
Lituanie	1,1	0,30	0,11	0,40	0,18	0,00	0,18	0,11	0,11	0,22
R. Tchèque	1,8	0,59	0,08	0,67	0,55	0,00	0,55	0,03	0,08	0,12
Luxembourg	0,2	0,47	0,00	0,47	0,37	0,00	0,37	0,10	0,00	0,10
Estonie	0,5	0,12	0,01	0,13	0,05	0,00	0,05	0,07	0,01	0,08
Lettonie	0,6	0,14	0,03	0,17	0,11	0,00	0,12	0,02	0,03	0,05
Chypre	0,1	0,08	0,02	0,11	0,08	0,01	0,09	0,00	0,02	0,02
Finlande	1,5	0,24	0,13	0,38	0,38	0,00	0,38	- 0,14	0,13	0,00
Slovénie	0,4	0,11	0,04	0,15	0,16	0,00	0,16	- 0,05	0,04	- 0,01
Belgique	2,3	2,32	0,52	2,85	2,83	0,04	2,87	- 0,51	0,49	- 0,02
Malte	0,0	0,00	0,00	0,00	0,04	0,00	0,05	- 0,04	0,00	- 0,04
Hongrie	1,2	0,20	0,06	0,26	0,32	0,00	0,32	- 0,12	0,06	- 0,06
Slovaquie	0,6	0,25	0,00	0,26	0,32	0,00	0,32	- 0,07	0,00	- 0,06
Bulgarie	0,7	0,09	0,03	0,12	0,19	0,00	0,19	- 0,10	0,03	- 0,07
Croatie	0,3	0,05	0,03	0,09	0,17	0,00	0,17	- 0,12	0,03	- 0,09
Portugal	1,3	0,20	0,12	0,32	0,50	0,00	0,50	- 0,30	0,12	- 0,18
Roumanie	2,6	0,08	0,01	0,09	0,31	0,00	0,32	- 0,23	0,01	- 0,23
Grèce	0,5	0,47	0,07	0,54	0,77	0,00	0,77	- 0,30	0,07	- 0,23
Suède	1,8	0,18	0,16	0,34	0,88	0,01	0,89	- 0,70	0,15	- 0,55
Espagne	4,2	0,85	0,33	1,19	1,76	0,01	1,77	- 0,91	0,33	- 0,59
Italie	7,2	1,82	0,72	2,54	3,46	0,07	3,53	- 1,64	0,65	- 0,99
Royaume Uni	9,5	1,12	0,44	1,56	3,74	0,05	3,78	- 2,62	0,39	- 2,22

Figure 9. La balance commerciale des principaux pays européens exportateurs. (Milliards de litres en équivalent lait). (Source : Comext/Traitement INRA, SMART-LERECO).



millions d'euros). Les importations espagnoles de produits laitiers (1,77 milliard d'euros) proviennent surtout de la France (33%), de l'Allemagne (19%) et des Pays-Bas (12%). L'Espagne exporte pour 1,19 milliard d'euros de produits laitiers en 2015, dont 34% de fromages, 15% de poudres de lait infantile et 12% de yaourts. Ses principaux clients sont la France (20%), le Portugal (20%), l'Italie (10%) et les États-Unis (7%).

À côté de ces trois pays déficitaires, une quinzaine d'États membres de l'UE, dont plusieurs nouveaux entrants de l'Europe Centrale, présentent un solde commercial qui n'est pas très loin de l'équilibre (tableau 4). Aucun État membre de l'UE ne présente un solde commercial négatif avec les pays tiers.

b) Les quatre principaux pays excédentaires de l'UE en produits laitiers

Ce sont, par ordre décroissant en 2015, les Pays-Bas, la France, l'Allemagne et l'Irlande. Ces quatre pays, qui assurent 48% de la collecte laitière de l'UE, concentrent les deux tiers des exportations européennes vers les pays tiers.

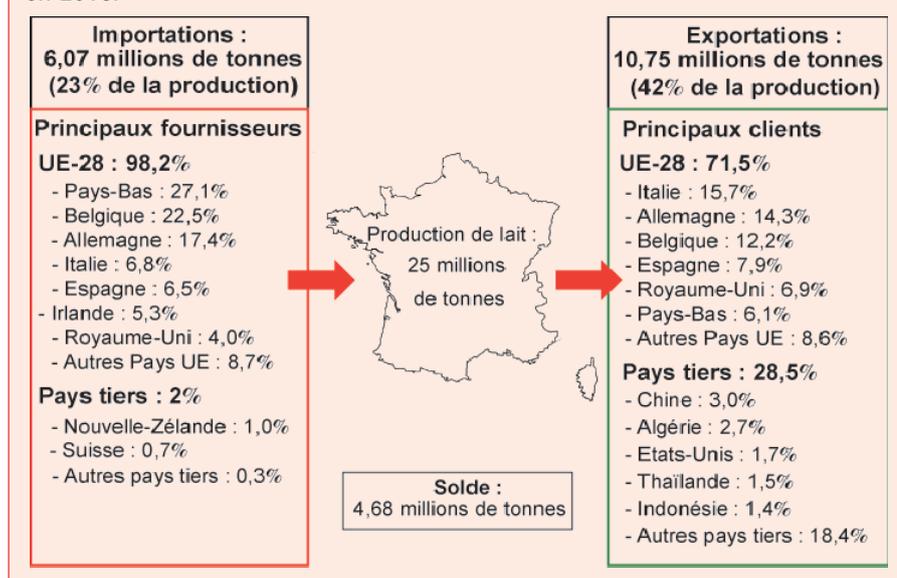
- *Les Pays-Bas*, où la production laitière atteint 12,6 millions de tonnes, ont la meilleure balance commerciale en produits laitiers des 28 États membres, avec 7,14 milliards de Teql et 5,27 milliards d'euros en 2015 (contre 1,58 milliard d'euros en 2000). Cela tient surtout à l'amélioration des échanges

avec les pays tiers, surtout ceux localisés en Asie. Les partenaires extra-UE les plus importants sont Hong-Kong (818 millions d'euros de solde en 2015), la Chine (787 millions d'euros), l'Arabie Saoudite (140 millions d'euros), le Nigéria (116 millions d'euros) et les États-Unis (114 millions d'euros). Les Pays-Bas ont une balance commerciale positive avec l'Allemagne, la Belgique et la France. Ils ont, en revanche, un solde négatif avec l'Irlande, le Danemark et la Pologne. La performance des Néerlandais tient surtout aux fromages (1,93 milliard d'euros de solde en 2015) et aux poudres de lait infantile (1,58 milliard d'euros). Si les pays tiers jouent un rôle central pour les poudres de lait infantile (86% des volumes exportés), les exportations de fromages (763 000 tonnes en 2015 contre 485 000 tonnes en 2000) sont destinées à 83% aux pays européens. L'efficacité logistique du port de Rotterdam, la concentration des opérateurs économiques (avec le rôle clé de *Friesland-Campina*) et la force de l'organisation commerciale (activités de trading) favorisent la connexion des Pays-Bas aux marchés européens et internationaux. Ce pays est un point de passage pour des produits laitiers non directement fabriqués en interne mais pourtant générateurs de plus-value au niveau de la balance commerciale.

- *L'Allemagne*, pays européen leader en production laitière avec 20% du total de l'UE (Institut de l'Élevage 2012),

occupe le troisième rang en balance commerciale derrière les Pays-Bas et la France. Elle est passée de 1,56 milliard d'euros en 2000 à 2,73 milliards d'euros en 2015 (avec un pic à 3,67 milliards d'euros en 2013), soit une moindre progression que celle de ses deux premiers concurrents (figure 9). L'excédent commercial représente environ 15% de la production domestique (soit 4,6 millions de Teql en 2015). L'Allemagne est le premier exportateur européen de produits laitiers (8,72 milliards d'euros en 2015). Ses ventes se font à 80% vers les États membres de l'UE, principalement vers l'Italie (15% des exportations allemandes), les Pays-Bas (14%), la France (7%) et la Belgique (6%). L'Allemagne est le premier exportateur européen de fromages (1,16 million de tonnes en 2015 contre 540 000 tonnes en 2000), à 91% vers l'UE. Compte tenu de l'importance de son marché intérieur, l'Allemagne est aussi le premier importateur de produits laitiers (6 milliards d'euros en 2015) et de fromages (753 000 tonnes en 2015), devant l'Italie (511 000 tonnes), le Royaume-Uni (482 000 tonnes) et la France (335 000 tonnes). Ses achats de produits laitiers proviennent principalement des Pays-Bas (1,57 milliard d'euros), de la France (950 millions d'euros), de l'Autriche (533 millions d'euros), du Danemark (432 millions d'euros) et de la Pologne (330 millions d'euros). Les produits qui contribuent le plus au solde commercial positif sont la poudre de lait écrémé (628 millions d'euros en 2015), les yaourts (603 millions d'euros) et le lait liquide (365 millions d'euros).

- *L'Irlande*, petit pays producteur de lait (environ 6 millions de tonnes, soit 3,8% du total européen) occupe le quatrième rang européen en terme de balance commerciale pour les produits laitiers et la meilleure position en taux d'autoapprovisionnement (Donnellan *et al* 2015). Cette performance exceptionnelle tient à l'exigüité du marché intérieur (4,6 millions d'habitants), à son ouverture à l'international, au volontarisme de ses différents acteurs et à des conditions naturelles (climat, surfaces en herbe) particulièrement favorables à la production laitière (Institut de l'Élevage 2013, Pflimlin 2010). La balance commerciale irlandaise en produits laitiers est passée de 1,09 milliard d'euros en 2000 à 2,46 milliards d'euros en 2015, soit un niveau proche de l'Allemagne où la production de lait est pourtant cinq fois plus élevée en volume. Ce solde tient pour une grande part au Royaume-Uni (463 millions d'euros de solde au bénéfice de l'Irlande en 2015), à la Chine (380 millions d'euros) et aux États-Unis (177 millions d'euros). En 2015, les produits laitiers qui contribuent le plus à la balance commerciale positive sont les poudres de lait infantile

Encadré 2. Les principaux fournisseurs et clients de la France en équivalent lait en 2015.

(1,14 milliard d'euros), le beurre (597 millions d'euros) et les fromages (504 millions d'euros). L'Irlande est déficitaire en lait liquide vrac (- 120 millions d'euros). Les importations se font quasi-exclusivement en provenance de l'Irlande du Nord et ce lait est ensuite transformé en ingrédients destinés à l'exportation. Compte tenu de la structure de ses relations commerciales, l'Irlande sera particulièrement sensible aux négociations qui s'enclencheront suite au vote favorable des Britanniques à la sortie de leur pays de l'UE.

Les autres États membres de l'UE qui arrivent ensuite dans la hiérarchie de la balance commerciale en produits laitiers sont le Danemark (de 1,26 à 1,71 milliard d'euros de solde entre 2000 et 2015), la Pologne (de 144 à 938 millions d'euros) et l'Autriche (de 153 à 437 millions d'euros). Entre 2013 et 2015, le recul des exportations de produits laitiers vers la Russie a plus affecté les Pays-Bas (- 259 millions d'euros), la Finlande (- 253 millions d'euros), l'Allemagne (- 167 millions d'euros), la Lituanie (- 155 millions d'euros), la Pologne (- 142 millions d'euros) que la France (- 91 millions d'euros).

3 / Le commerce de la France en produits laitiers

Avec un peu plus de 25 millions de tonnes de lait de vache collectés en 2015, la France assure 3,2% de la collecte mondiale et 16,1% de la collecte européenne (CNIEL 2016, Chatellier *et al* 2013). La production laitière française est issue d'un cheptel de 3,6 millions de vaches laitières réparties dans 63 000 exploitations laitières (contre 384 000

en 1983, année précédant la mise en œuvre des quotas laitiers). Si la production laitière est fortement concentrée dans les régions de l'Ouest et du Nord de la France (Roguet *et al* 2015), la diversité des systèmes de production reste très importante sur le territoire national, avec cependant une baisse de la production dans les zones de polyculture-élevage à faible densité (Sud-Ouest et Poitou-Charentes). Depuis quelques années, l'amélioration de sa balance commerciale tient essentiellement à la dynamique des exportations vers les pays tiers. Après une présentation de l'évolution des exportations de la France en produits laitiers et de ses clients, cette troisième partie traite des importations françaises et des fournisseurs, puis de la balance commerciale.

3.1 / Les exportations de la France et ses principaux clients

En 2015, la France occupe le troisième rang des pays européens exportateurs de produits laitiers (toutes destinations confondues et en valeur) derrière l'Allemagne et les Pays-Bas. Ses exportations ont progressé (en monnaie courante) en passant de 4,15 milliards d'euros en 2000 à 6,91 milliards d'euros en 2015. En équivalent lait, elles ont également augmenté en passant de 7,96 à 10,75 millions de tonnes, soit une hausse de 35%. En 2015, les exportations représentent donc 42% de la production laitière intérieure et sont orientées à 72% vers l'UE.

Au niveau communautaire, les cinq premiers clients de la France en produits laitiers sont, en valeur, l'Allemagne (952 millions d'euros), la Belgique (740 millions d'euros), le Royaume-Uni (624 millions d'euros), l'Italie (608 millions

d'euros) et l'Espagne (589 millions d'euros). Si ces cinq pays demeurent toujours aux premières places lorsque le calcul est réalisé en équivalent lait, l'Italie remonte alors en première position (encadré 2). Les treize nouveaux États membres de l'UE achètent très peu de produits laitiers à la France (2% de ses exportations). Au niveau des pays tiers, les exportations ont pratiquement doublé en monnaie courante en quinze ans. Elles sont destinées surtout à la Chine (300 millions d'euros en 2015), à l'Algérie (233 millions d'euros), aux États-Unis (180 millions d'euros), à l'Arabie Saoudite (136 millions d'euros), à la Suisse (124 millions d'euros), à l'Indonésie (85 millions d'euros) et à l'Égypte (82 millions d'euros). Les pays qui ont le plus contribué à l'augmentation des exportations sont le Royaume-Uni, la Chine, la Belgique et l'Allemagne (tableau 5).

En 2015, la France contribue pour 6% aux importations chinoises de produits laitiers (en valeur). Elle se positionne ainsi au septième rang des pays fournisseurs, loin cependant derrière la Nouvelle-Zélande (32%) et les Pays-Bas (15%). Dans cette même logique, la France assure le quart des importations de la Suisse en produits laitiers. La proximité géographique des marchés n'est évidemment pas neutre, notamment dans le cas des produits laitiers frais. Ce taux est, par exemple, de 32% en Espagne, 19% Italie, 18% au Royaume-Uni, 16% en Allemagne, 7% en Pologne et 6% en Grèce. Il est encore modeste pour d'autres pays plus lointains tels que le Japon (5%), Hong-Kong (2%), la Russie (1%) ou le Mexique (1%).

En 2015, les exportations françaises de produits laitiers résultent surtout (tableau 6) des fromages (43% des exportations en valeur). Viennent ensuite les poudres de lait infantile (10%), les poudres de lait écrémé (8%), les yaourts et laits fermentés (7%), le beurre (6%), le lait liquide (5%) et la crème (4%). La part des pays tiers dans le total des exportations françaises est, en valeur, importante pour les poudres de lait infantile (76% en 2015), la poudre de lactosérum (63%), les poudres de lait écrémé (59%) et les poudres de lait entier (40%); elle est nettement plus faible pour les fromages (22%), les laits liquides (14%) et les yaourts (2%).

Entre 2000 et 2015, les exportations françaises de produits laitiers ont augmenté pour toutes les catégories de produits à l'exception des poudres de lait entier. Les fromages ont joué un rôle moteur dans la croissance des exportations (+ 1,06 milliard d'euros) aux côtés des poudres de lait infantile (+ 587 millions d'euros), des poudres de lait écrémé (+ 359 millions d'euros), des

Tableau 5. Les échanges de la France en produits laitiers avec ses principaux pays partenaires en 2000 et 2015. (Millions d'euros courants). Classement des pays selon le solde en valeur de 2015. (Source : Comext/Traitement INRA, SMART-LERECO).

	Exportations			Importations			Solde		
	2000	2015	2015/2000	2000	2015	2015/2000	2000	2015	2015/2000
UE-28	2 905	4 518	1 613	2 067	3 062	995	838	1 456	618
- Royaume Uni	283	624	342	167	118	- 50	115	507	391
- Allemagne	729	952	223	383	609	226	346	343	- 3
- Espagne	397	589	192	206	252	46	190	337	147
- Italie	495	608	113	160	415	254	334	193	- 141
- Belgique	468	740	272	487	550	63	- 19	190	209
- Danemark	29	52	22	45	52	7	- 16	0	15
- Irlande	26	65	39	128	160	31	- 102	- 94	8
- Pays-Bas	274	318	44	389	688	299	- 115	- 369	- 255
Pays tiers	1 247	2 391	1 144	83	88	6	1 165	2 303	1 138
- Chine	27	300	273	1	0	- 1	26	300	274
- Algérie	192	233	41	0	1	1	192	232	40
- Etats-Unis	127	180	53	1	1	0	126	179	53
- Arabie Saoudite	105	136	32	0	0	0	105	136	32
- Indonésie	6	85	78	0	0	0	6	85	78
- Egypte	17	82	64	0	0	0	17	82	64
- Japon	54	65	11	0	0	0	54	64	11
- Corée du Sud	11	64	52	0	0	0	11	64	52
- Suisse	85	124	38	45	67	22	40	57	16
Monde	4 153	6 910	2 757	2 150	3 150	1 000	2 003	3 759	1 756

Tableau 6. Les échanges de la France selon les types de produits laitiers en 2000 et 2015. (Millions d'euros courants et milliers de tonnes). Classement des produits selon le solde en valeur de 2015. (Source : Comext/Traitement INRA, SMART-LERECO).

	Millions d'euros courants						Milliers de tonnes					
	Exportations		Importations		Solde		Exportations		Importations		Solde	
	2000	2015	2000	2015	2000	2015	2000	2015	2000	2015	2000	2015
Fromages	1 940	3 001	707	1 333	1 232	1 667	515	681	213	335	302	346
Poudres de lait infantile	114	701	29	172	85	529	38	139	10	53	28	86
Poudre de lait écrémé	191	550	190	63	1	487	90	280	84	29	6	251
Yaourt et laits fermentés	236	505	79	92	157	413	250	399	78	78	171	321
Poudre de lactosérum	213	387	45	87	168	299	366	322	54	66	311	256
Poudres de lait entier	490	248	20	55	470	193	212	83	8	22	204	60
Caséines et caséinates	183	210	53	32	130	178	40	43	14	5	26	38
Lait liquide vrac	127	202	135	84	- 8	118	390	624	342	167	49	457
Composants naturels du lait	56	108	13	16	44	92	31	83	14	26	17	57
Lait liquide conditionné	152	180	130	109	22	71	367	339	346	228	22	111
Poudre de babeurre	14	36	11	4	3	32	7	23	8	3	- 1	20
Crème	152	257	186	255	- 35	2	159	257	172	143	- 13	114
Lactose et sirop de lactose	10	20	12	36	- 2	- 16	17	31	19	27	- 3	4
Lait aromatisés	16	37	33	67	- 16	- 30	17	18	43	32	- 26	- 14
Lait concentrés	65	64	80	123	- 16	- 59	60	83	66	82	- 7	1
Beurre et butteroil	194	404	427	622	- 233	- 218	73	105	149	198	- 77	- 94
Produits laitiers (total)	4 153	6 910	2 150	3 150	2 003	3 759	-	-	-	-	-	-

yaourts et autres produits laitiers fermentés (+ 269 millions d'euros), du beurre (+ 210 millions d'euros) et de la poudre de lactosérum (+ 174 millions d'euros). Pour les poudres de lait infantile, les exportations ont été multipliées par 8,1 en

valeur entre 2000 et 2015 et par 3,6 en volume. Pour les fromages, elles ont été multipliées par 1,5 en valeur et par 1,3 en volume. Pour les poudres de lait entier, elles ont été divisées par 2 en valeur et par 2,5 en volume.

Les exportations françaises de fromages représentent, en 2015, 681 000 tonnes pour un montant proche de 3 milliards d'euros. Les principaux acheteurs des fromages français sont l'Allemagne (20% des tonnages exportés), le Royaume-Uni

Tableau 7. Les échanges de la France dans le secteur des fromages en 2015 (Milliers de tonnes).
(Source : Comext/Traitement INRA, SMART-LERECO).

	Exportations			Importations			Solde		
	2000	2015	Variation	2000	2015	Variation	2000	2015	Variation
Fromages frais et blancs	132	253	121	46	92	46	86	161	75
Fromages râpés	21	21	0	10	37	27	11	- 16	- 27
Fromages fondus	81	64	- 17	18	36	18	62	28	- 34
Roquefort	3	4	1	0	0	0	3	4	1
Autres bleus	7	9	2	5	6	1	2	3	1
Camembert	18	23	5	0	0	0	18	23	5
Brie	63	71	8	0	1	1	63	70	7
Autres fromages à pâte molle	69	78	9	9	3	- 6	60	75	15
Fromages à transformer	11	9	- 3	4	7	3	8	2	- 5
Saint-Paulin et Saint-Nectaire	22	27	6	2	2	0	20	26	6
Edam, Gouda et Fontal	4	2	- 2	27	28	1	- 23	- 26	- 3
Cheddar et similaires	1	11	10	7	14	7	- 6	- 4	2
Mimolette, Tomme et Maasdam	25	22	- 3	35	28	- 6	- 9	- 6	3
Emmental et similaires	19	37	17	34	45	11	- 14	- 8	6
Autres pâtes pressées	18	5	- 12	7	18	11	11	- 12	- 23
Autres fromages	19	44	25	6	18	12	13	25	13
Total	515	681	166	213	335	122	302	346	44

(16%), la Belgique (12%) et l'Espagne (10%). Les types de produits exportés sont surtout les fromages frais et blancs (37% des volumes, mais 21% de la valeur), les fromages fondus (10% des volumes) et le Brie (9%). Les fromages bénéficiant d'une forte notoriété auprès des consommateurs français, dont par exemple le Comté, le Roquefort, le Camembert ou le Saint-Nectaire, représentent des tonnages limités à l'export (tableau 7).

Les exportations de fromages ont progressé de 166 000 tonnes depuis 2000 en raison surtout du Royaume-Uni (+ 50 000 tonnes), du Luxembourg (+ 33 500 tonnes) et de l'Espagne (+ 29 300 tonnes). Un léger repli est constaté avec l'Italie (- 10 000 tonnes) et l'Allemagne (- 4 000 tonnes). En dépit d'une progression des exportations de 12% depuis 2000, les pays tiers ne représentent que 15% des volumes exportés de fromages en 2015 (soit 103 300 tonnes). Les principaux pays acheteurs sont les États-Unis (22 500 tonnes), la Suisse (13 800 tonnes), le Japon (9 300 tonnes), l'Arabie Saoudite (9 100 tonnes) et la Corée du Sud (6 800 tonnes).

3.2 / Les importations de la France et ses principaux fournisseurs

En dépit de la très grande diversité des produits hexagonaux proposés aux

consommateurs, la France importe une quantité importante de produits laitiers. Elle se positionne au quatrième rang européen des pays importateurs, derrière l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie. Les importations françaises sont passées de 2,15 milliards d'euros en 2000 (pour 5,32 millions de tonnes en équivalent lait) à 3,15 milliards d'euros en 2015 (pour 6,07 millions de tonnes en équivalent lait). Ces importations proviennent quasi-exclusivement de pays membres de l'UE (97%), surtout ceux situés à proximité, à savoir les Pays-Bas (688 millions d'euros en 2015), l'Allemagne (609 millions d'euros), la Belgique (550 millions d'euros), l'Italie (415 millions d'euros) et l'Espagne (252 millions d'euros). L'absence de droits de douane entre les pays européens, les différentiels de prix de vente des produits finis, l'amélioration des réseaux logistiques, la proximité des bassins de consommation (Lille et Paris sont plus proches de la Belgique que de la Bretagne) et la puissance des centrales d'achats françaises à la recherche d'un approvisionnement à bas prix sont autant de facteurs qui interfèrent sur la dynamique des flux intracommunautaires. En dehors des États membres de l'UE, la Suisse (68 millions d'euros) et la Nouvelle-Zélande (17 millions d'euros) sont pratiquement les seuls fournisseurs du marché français, de surcroît pour des volumes très faibles. Ainsi, malgré la baisse des droits de

douane et l'ouverture de contingents d'importations suite aux précédents accords multilatéraux de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), les principales grandes puissances exportatrices ne sont pas présentes sur le marché hexagonal.

Les importations françaises de fromages s'élèvent, en 2015, à 1,3 milliard d'euros, soit 42% du total des produits laitiers importés. Depuis 2000, elles ont augmenté tant en volume (+ 122 000 tonnes) qu'en valeur (+ 626 millions d'euros). Ces importations, qui atteignent 335 000 tonnes en 2015, sont composées pour 92 000 tonnes de fromages frais et blancs, 45 000 tonnes d'Emmental, 37 000 tonnes de fromages râpés, 36 000 tonnes de fromages fondus, 28 000 tonnes de Mimolette, Tomme et Maasdam et 28 000 tonnes d'Edam et de Gouda. Les fromages sont achetés principalement en Allemagne (24% des tonnages), aux Pays-Bas (23%) et en Italie (23%). Les Français, qui sont parmi les plus grands consommateurs de fromages au monde, ne se satisfont donc pas pleinement de l'abondance de l'offre nationale. Ces achats, qui se justifient pour satisfaire un goût pour la diversité, résultent aussi des circuits de la grande distribution, avec l'implantation d'enseignes étrangères sur le marché domestique. Dans un marché national déficitaire, les importations de beurre (198 000 tonnes en

2015) représentent, quant à elles, 20% du total des produits laitiers importés. Elles proviennent surtout des Pays-Bas (37%), de la Belgique (22%) et de l'Allemagne (11%). Non seulement les Français sont des grands consommateurs de beurre, mais les fabrications de fromages incorporent beaucoup de matière grasse. Les autres produits laitiers qui comptent dans les importations sont la crème (8%), le lait liquide (7%), les poudres de lait infantile (5%), les laits concentrés (4%) et les Yaourts (3%).

3.3 / Le solde commercial

La France occupe le deuxième rang européen en balance commerciale pour les produits laitiers, derrière les Pays-Bas, mais devant l'Allemagne, l'Irlande, le Danemark et la Pologne. Avec 3,75 milliards d'euros en 2015 contre 2 milliards d'euros en 2000, le secteur laitier contribue activement à la balance commerciale agro-alimentaire française, loin cependant derrière les vins et spiritueux (11,4 milliards d'euros) et les céréales et produits de la minoterie (6,8 milliards d'euros). Le solde atteint 4,67 millions de Teql en 2015 (18% de la production laitière intérieure) contre 2,92 millions de Teql en 2000, soit une hausse de 1,75 million de Teql.

En 2015, la balance commerciale française est positive pour toutes les catégories de produits laitiers, à l'exception du beurre (- 218 millions d'euros), des laits concentrés (- 59 millions d'euros) et des laits aromatisés (- 30 millions d'euros). Elle s'élève 1,66 milliard d'euros pour les fromages, 529 millions d'euros pour les poudres de lait infantile, 487 millions d'euros pour les poudres de lait écrémé et 413 millions d'euros pour les yaourts. Depuis 2000, l'amélioration du solde tient surtout aux poudres de lait écrémé (+ 486 millions d'euros), aux poudres de lait infantile (+ 444 millions d'euros) et aux fromages (+ 435 millions d'euros). Une détérioration du celui-ci est, en revanche, constatée pour les poudres de lait entier (- 277 millions d'euros), les laits concentrés (- 43 millions d'euros) et les laits aromatisés (- 14 millions d'euros).

En 2015, les pays avec lesquels la France dispose de la meilleure balance commerciale sont le Royaume-Uni (+ 507 millions d'euros), l'Allemagne (343 millions d'euros), l'Espagne (337 millions d'euros) et la Chine (300 millions d'euros). Un solde négatif est, en revanche, constaté avec les Pays-Bas (- 369 millions d'euros) et l'Irlande (- 94 millions d'euros). La balance commerciale est positive tant avec les pays partenaires de l'UE (+ 1,45 milliard d'euros) qu'avec les pays tiers (+ 2,30 milliards d'euros). Cependant, depuis 2009, le solde français

s'inscrit à la baisse avec les pays européens et à la hausse avec les pays tiers. Cette évolution souligne la saturation progressive du marché communautaire et le renforcement récent de plusieurs pays de l'Europe du Nord dans les jeux concurrentiels.

Conclusion

En 2015 et 2016, le secteur laitier traverse une grave crise qui se manifeste par une baisse intense des prix à la production tant au sein des États membres de l'UE que dans la plupart des autres parties du monde. Cette crise tient pour l'essentiel au cumul de quatre facteurs : une augmentation soutenue de la production laitière dans plusieurs États membres de l'UE depuis l'abandon des quotas laitiers en avril 2015 ; l'application par la Russie d'un embargo qui a fortement pénalisé les exportations européennes de produits laitiers (surtout de fromages) ; le recul des importations chinoises de poudres de lait entier en provenance principalement de la Nouvelle-Zélande ; la baisse des importations dans certains pays producteurs de pétrole, fragilisés par le recul du prix du baril. Sans revenir au système antérieur des quotas, les autorités communautaires devraient, dans ce contexte qui n'a d'ailleurs pas vraiment été anticipé, réfléchir aux meilleurs instruments susceptibles d'être actionnés pour résoudre les difficultés du moment. En effet, la recherche d'une meilleure compétitivité sur les marchés mondiaux ne signifie pas forcément qu'il faille pour autant s'interdire toutes formes de régulation de l'offre (Trouvé *et al* 2016).

Le secteur laitier bénéficie d'une augmentation soutenue de la demande globale (environ 2% par an), notamment dans les pays asiatiques où l'essor démographique se conjugue à une modification progressive des régimes alimentaires associée à une augmentation globale du pouvoir d'achat. Les échanges internationaux de produits laitiers, qui portent sur une fraction encore limitée de l'offre laitière mondiale (environ 9%) et concernent une grande diversité de produits finis, se développent à long terme en raison de l'incapacité de certains pays (dont notamment la Chine) à dynamiser leur production laitière à la hauteur des ambitions de la demande domestique. Au sein de l'UE, la consommation globale de produits laitiers exprimée en équivalent lait progresse faiblement. Elle est désormais saturée dans de nombreux États membres. Elle régresse même dans certains d'entre eux, dont en France où le niveau individuel de consommation de produits laitiers est encore équivalent à trois fois la moyenne mondiale. Dans ce cadre, la stratégie de la

filière laitière européenne et française doit être, d'une part, de maximiser la valorisation du lait auprès des marchés nationaux et européens (stratégie de création de valeur ajoutée, notamment sur des produits nouveaux, originaux ou associés à des cahiers des charges appréciés des consommateurs alors prêts à payer) et, d'autre part, d'exporter davantage de produits laitiers à destination du marché international. Sans la conquête de nouveaux marchés au grand export, il deviendra de plus en plus difficile d'entrevoir une hausse de la production laitière européenne et française.

Au cours des prochaines décennies, plusieurs États membres de l'UE, dont la France, mais aussi l'Allemagne, les Pays-Bas, le Danemark, l'Irlande et la Pologne, pourraient bénéficier de la demande mondiale accrue en produits laitiers. Rien n'est cependant acquis quant au niveau des prix et aux volumes de lait potentiellement concernés. Outre les incertitudes qui pèsent sur certains paramètres économiques (parité monétaire, coût de l'énergie et du transport, etc.) et géopolitiques (pérennité des embargos, accords bilatéraux...), il reste difficile d'entrevoir ce que deviendra le taux annuel de croissance de l'offre laitière dans plusieurs pays concurrents de l'UE, dont la Nouvelle-Zélande et les États-Unis où des questions environnementales et/ou climatiques se posent. De même, il est également difficile d'imaginer à ce jour la manière dont certaines préoccupations sociétales (bien-être animal, modèles alimentaires, qualité de l'environnement, etc.) deviendront ou non des éléments davantage clés dans le comportement d'achats des pays importateurs.

Plusieurs pays européens, dont la France, disposent d'atouts indéniables pour demeurer un des acteurs des marchés laitiers : un climat et un potentiel agronomique favorable à la production fourragère ; un savoir-faire tant au niveau des exploitations que des industries de la transformation ; une notoriété renforcée par la qualité et la diversité des produits commercialisés. La maîtrise des coûts de production tout au long de la chaîne de valeur, le partage équitable de la valeur ajoutée générée par la filière entre ses différents maillons, l'innovation, l'adaptation des produits à une demande hétérogène et la conquête de marchés encore insuffisamment explorés sont des facteurs essentiels pour une réussite à long terme.

Remerciements

L'auteur remercie Cécile Le Roy (INRA, SMART-LERECO) pour son appui efficace dans le traitement des bases de

données Comtrade et Comext. Il remercie aussi plusieurs experts qui, par leurs travaux et les échanges, ont permis d'enrichir cette analyse : Christophe Perrot et Gérard You de l'Institut de l'Élevage ; Benoît Rouyer et Célia Karsenti du Centre

National Interprofessionnel de l'Économie Laitière (CNIEL) ; Gérard Calbrix de l'Association de la Transformation Laitière Française (ATLA).

Références

- Bojnec S., Ferto I., 2014. Export competitiveness of dairy products on global markets: the case of the European Union countries. *J. Dairy Sci.*, 97, 6151-6163.
- Bowman S., Conway P., 2013. China's recent growth and its impact on the New Zealand Economy. New Zealand Treasury working paper, 13-15, 31p.
- Burdine K., Mosheim R., Blayney D.P., Maynard L.J., 2014. Livestock gross margin-dairy insurance: an assessment of risk management and potential supply impacts. *USDA Report*, n°163, 25p.
- Cappellini O., 2011. Dairy development in Argentina. *FAO report*, 40p.
- Chatellier V., Lelyon B., Perrot C., You G., 2013. Le secteur laitier français à la croisée des chemins. In : Numéro spécial, La vache et le lait. Favardin P., Leroux C. (Eds). *INRA Prod. Anim.*, 26, 71-94.
- Chaumet 2016. La Chine manipule-t-elle vraiment les cours du lait ? La lettre de veille et d'analyse de l'économie de l'élevage en Chine, n°16, 14p.
- CNIEL 2016. L'économie laitière en chiffres, Editions Maison du lait, 183p.
- Dairy Australia 2015. Australian dairy industry in focus 2015. *Report*, 51p.
- DairyNZ 2015. New Zealand dairy statistics 2014-15. *Report*, 52p.
- Dharmasena S., Wang J., Bessler D.A., 2013. Import demand for milk in China: dynamics and market integration. *Meat. South. Agricult. Econ. Assoc.*, Atlanta, États-Unis, 11p.
- Donnellan T., Hennessy T., Fiona T., 2015. The end of the quota Era: a history of the Irish dairy sector and its future prospects. *TEAGASC report*, 104p.
- Emlinger C., Fouré J., 2016. La longue marche des produits laitiers français vers le marché chinois. *Billet du 16 mars sur le blog du CEPIL*.
- European Commission 2014. Recent market trends and measures taken to address disruptions following the Russian import ban: analysis of the EU dairy sector. *Note*, 11p.
- European Commission 2015. The Russian ban on agri-food products from EU. *Briefing Note*, 19p.
- FAO 2013. Milk and dairy product in human nutrition. *Report*, 375p.
- FAO 2015. Milk and milk products price and trade: update December 2015. *Note*, 13p.
- Faye B., Konuspayeva G., 2012. The sustainability challenge to the dairy sector: the growing importance of non-cattle milk production worldwide. *Int. Dairy J.*, 24, 50-56.
- Footo K., Joy M., Deathe R.G., 2015. New Zealand dairy farming: milking our environment for all its worth. *Environ. Management*, 56, 709-720.
- FranceAgriMer, 2013. L'entrée de la Russie à l'OMC : enjeux pour les filières animales européennes. *Les synthèses*, 15p.
- Gouin D.M., Kroll J.C., 2016. La régulation laitière de pays tiers : États-Unis, Nouvelle-Zélande, Canada et Suisse. *Coll. Soc. Française d'Écon. Rurale (SFER)*, 9-10 juin, Clermont-Ferrand, France, 18p.
- Hanslow K., Gunasekera D., Cullen B., Newth D., 2014. Economic impacts of climate change on the Australian dairy sector. *Austr. J. Agric. Res. Econ.*, 58, 60-77.
- Institut de l'Élevage, 2010. La filière laitière en Nouvelle-Zélande : une furieuse volonté de croissance contrariée par l'environnement. *Dossier Économie de l'Élevage*, 404, 60p.
- Institut de l'Élevage, 2012. Les Allemagnes laitières : voies divergentes et avenir contrastés. *Dossier Économie de l'Élevage*, 426, 31p.
- Institut de l'Élevage, 2013. L'élevage irlandais et ses filières. *Dossier Économie de l'Élevage*, 436, 47p.
- Institut de l'Élevage, 2016. Marchés mondiaux des produits laitiers : sous le flot de l'Europe du Nord. *Dossier Économie de l'Élevage*, 469, 37p.
- International Dairy Federation, 2015. The world dairy situation 2014. *Bulletin n°476*, 230p.
- Joshi R.M., 2014. India's dairy exports: opportunities, challenges and strategies. *Nat. Sem. Indian Dairy Industry*, 20-36.
- Lagrange V., Whitsett D., Burris C., 2015. Global market for dairy proteins. *J. Food Sci.*, 80, 16-22.
- MacDonald J.M., Cessna J., Mosheim R., 2016. Changing structure, financial risks and government policy for the U.S. dairy industry. *USDA Econ. Res. Report*, 205, 75p.
- Meyer C., Duteurtre G., 1998. Équivalents lait et rendements en produits laitiers : modes de calculs et utilisation. *Revue d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux*. 51, 247-257.
- New Zealand Ministry of Foreign Affairs and Trade, 2015. Global New Zealand, International trade, investment, and travel profile, 317p.
- OCDE-FAO, 2015. Perspectives agricoles 2015-2024, 157p.
- ONU, 2015. World population prospect. *Report Dep. Econ. Social Affairs*, 59p.
- Perrot C., Chatellier V., Gouin D.M., Richard M., You G., 2016. Le secteur laitier français est-il compétitif face à la concurrence européenne et mondiale ? *Coll. Soc. Française Econ. Rurale (SFER)*, 9-10 juin, Clermont-Ferrand, France, 26p.
- Pflimlin A., 2010. Europe laitière : valoriser tous les territoires pour construire l'avenir, Editions La France Agricole, 314p.
- Qian G., Guo X., Guo J., Wu J., 2011. China's dairy crisis: impacts, causes and policy implications for a sustainable dairy industry. *Int. J. Sustainable Dev.*, 18, 434-441.
- Rao P.S., Reddy B.R., 2014. An overview of dairy Industry in India. *Productivity*, 55, 43-63.
- Roguet C., Gaigné C., Chatellier V., Cariou S., Carlier M., Chenur R., Daniel K., Perrot C., 2015. Spécialisation territoriale et concentration des productions animales européennes : état des lieux et facteurs explicatifs. *INRA Prod. Anim.*, 28, 5-22.
- Trouvé A., Dervillé M., Gouin D.M., Pouch T., Briot X., Fink-Kessler A., Kroll J.C., Lambaré P., Rat-Aspert O., 2016. Étude sur les mesures contre les déséquilibres de marché : quelles perspectives pour l'après quotas dans le secteur laitier européen ? *Rapport d'une étude financée par le Ministère de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Pêche*, 283p.
- USDA, 2015. Dairy: world markets and trade. *Foreign Agricultural Service*, December, 21p.
- USDA, 2016. Agricultural projections to 2025. *Report*, 93p.
- Wang X., Saghayan 2013. The impact of the melamine scandal and other factors influencing China's dairy imports. *South. Agric. Econ. Assoc.*, Atlanta, États-Unis, 15p.
- Wang Z., Mao Y., Gale F., 2008. Chinese consumer demand for food safety attributes in milk products. *Food Policy*, 33, 27-36.
- Zhang R., Roberts J., 2016. China's dairy import industry: an economic analysis of influencing trade factors. *J. Manag. Sust.*, 6, 183-191.

Résumé

À l'échelle internationale, le secteur laitier bénéficie d'une dynamique soutenue de la demande, en provenance principalement des pays asiatiques où la consommation de produits laitiers par habitant demeure largement inférieure à celle observée dans l'Union européenne (UE) et en Amérique du Nord. Au cours des quinze dernières années (2000-2015), la Nouvelle-Zélande est, loin devant les États-Unis et l'UE, le pays qui a le plus bénéficié de la croissance des échanges internationaux de produits laitiers, sous l'influence surtout des importations de la Chine en poudres de laitier entier. En dépit d'une hausse de ses importations, surtout de fromages et de beurre, la France améliore régulièrement sa balance commerciale qui atteint 3,75 milliards d'euros en 2015. Cette performance tient pour une part importante à la dynamique favorable des échanges avec le Royaume-Uni et la Chine. Depuis 2009, le solde commercial de la France avec les pays tiers s'améliore alors que les jeux concurrentiels internes à l'UE deviennent plus difficiles. Pour les producteurs de lait européens, la saturation progressive de la demande européenne de produits laitiers et l'augmentation rapide de la production laitière dans plusieurs États membres depuis l'abandon des quotas laitiers en 2015 constitue une réelle menace. Cela doit être une incitation à, d'une part, développer les exportations à l'international et, d'autre part, mieux valoriser la très grande diversité des produits laitiers sur le marché intérieur.

Abstract

International, European and French trade in dairy products: trends and competitive dynamics

At the international level, the dairy sector is favored by a growing demand, mainly from Asian countries, where dairy consumption per capita remains much lower than that observed in the European Union (EU) and North America. Over the last fifteen years (2000-2015), New Zealand has been, far ahead of the USA and EU, the country that has most benefited from the growth of international trade in dairy products, especially under the influence of whole milk powdered Chinese imports. Despite an increase in imports, especially of cheese and butter, France regularly improves its trade balance which reached 3.75 billion euros in 2015. This performance is due mainly to the dynamics of trade with the United Kingdom and China. Since 2010, the trade balance of France with non-European countries is improving while the internal competition with the EU is becoming more difficult. For European dairy producers, the slight decline in demand for dairy products in the EU and the rapid increase in milk production in several Member States since the abolition of milk quotas in 2015 is a real threat. This should be an additional incentive to, firstly, increase exports abroad and, secondly, improve sales of the wide variety of dairy products on the domestic market.

CHATELLIER V., 2016. Le commerce international, européen et français des produits laitiers : évolutions tendanciennes et dynamiques concurrentielles. INRA Prod. Anim., 29, 143-162.